

BANQUES ALGÉRIENNES

297 milliards DA de résultat net en 2025

Le secteur bancaire algérien a enregistré une progression notable de son activité en 2025, marquée notamment par une accélération des crédits, une hausse du produit net bancaire (PNB) et une progression du résultat net, selon l'édition 2026 de l'Algeria Banking Index (ABIX). P 3



GNL ALGÉRIEN

Le Bangladesh négocie l'achat de 10 cargaisons par an

Le Bangladesh souhaite renforcer et diversifier ses approvisionnements en gaz naturel liquéfié (GNL) en se tournant vers l'Algérie. Dhaka négocie avec Sonatrach la possibilité d'importer 10 cargaisons par an dans le cadre d'un contrat à court terme, une démarche qui pourrait ouvrir un nouveau débouché asiatique au gaz algérien. Encore préliminaires, les discussions portent désormais sur les conditions économiques et logistiques d'une éventuelle opération.

P 2

ALGÉRIE-FRANCE

Le recul des échanges pèse sur les entreprises françaises

La dégradation des relations économiques entre l'Algérie et la France commence à produire des effets visibles sur le tissu entrepreneurial français. Près de 600 entreprises françaises liées au marché algérien ont fait faillite en 2025, dans un contexte marqué par le recul des échanges et par une concurrence internationale de plus en plus présente en Algérie. Ce chiffre, relevé dans une analyse de l'Institut Montaigne publiée en septembre 2026, met en évidence les coûts économiques d'une relation commerciale qui reste largement en deçà de son potentiel.

P 3

LA FORCE DES CROYANCES ET LA TRANSFORMATION DE L'ORDRE MONDIAL

Compétition institutionnelle, cognitive et interdépendance instrumentalisée

Le système institutionnel mondial est en crise : il n'est plus soutenu par des croyances partagées. Sous l'hégémonie occidentale, les institutions internationales complétaient les institutions occidentales. Avec le déclin de cette hégémonie, une compétition institutionnelle et cognitive se développe.

Par DERGUINI Arezki

P 7

DATTES

Une production de plus de 4 millions de quintaux attendue à Biskra P 2

INCENDIES

Les opérations d'indemnisation des sinistrés en phase d'achèvement P 3

CONTRIBUTION

Comparaison des systèmes de formation professionnelle : France, Allemagne et Japon P 5

Par Rachid MEKSEN

INDUSTRIE/
PRODUCTION DE LAIT
INFANTILE

**Le ministre souligne
la volonté du secteur
d’accompagner le
projet «Baladna»**

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a souligné la volonté du secteur d'accompagner le projet "Baladna" de production de lait infantile, en assurant la coordination entre les différentes parties prenantes, indique un communiqué du ministère.

M. Kourtel s'exprimait lors de l'audience qu'il a accordée, mardi, en compagnie de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, à une délégation qatarie conduite par le PDG du groupe qatari Power International Holding, Ramez Al-Khayyat, composée de responsables de la société UCC Holding, filiale du groupe, du président du conseil d'administration de la société "Baladna Algérie", et de l'ambassadeur du Qatar auprès de l'Algérie, Abdulaziz Ali Al-Naama, en présence du PDG du groupe Madar et de cadres du ministère, selon la même source.

Cette rencontre a été consacrée à l'examen de l'état d'avancement des procédures liées à la concrétisation du projet de la société "Baladna Algérie" pour la production de lait infantile, qui devrait contribuer à satisfaire les besoins du marché national, à renforcer la production nationale et à réduire la facture des importations.

Dans ce cadre, le ministre a réaffirmé "la volonté du secteur d'accompagner le projet et d'assurer la coordination entre les différentes parties concernées afin de permettre sa concrétisation dans les meilleures conditions, et d'établir un partenariat équilibré et fructueux fondé sur le principe gagnant-gagnant", ajoute le communiqué.

Il a également été question de l'importance de l'accompagnement du projet par le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels à travers des programmes de formation spécialisés adaptés à ses besoins, contribuant ainsi à fournir une main-d'œuvre algérienne compétente, à répondre aux exigences du projet en matière de compétences et de ressources humaines et à renforcer l'intégration locale.

Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de poursuivre la coordination et les consultations sur le projet et d'œuvrer au parachèvement des procédures nécessaires à sa concrétisation dans les meilleurs délais, ajoute le communiqué du ministère.

Il convient de rappeler que le projet de production de lait infantile est réalisé en partenariat entre la société qatarie UCC Holding, filiale du groupe Power International Holding, d'une part, et le groupe public Madar, d'autre part, tandis que le partenaire "Baladna Algérie" (filiale du même groupe qatari) assure, pour sa part, l'approvisionnement de l'usine en lait devant servir de matière première.

R.E.

GNL ALGÉRIEN

Le Bangladesh négocie l’achat de 10 cargaisons par an

Le Bangladesh souhaite renforcer et diversifier ses approvisionnements en gaz naturel liquéfié (GNL) en se tournant vers l'Algérie. Dhaka négocie avec Sonatrach la possibilité d'importer 10 cargaisons par an dans le cadre d'un contrat à court terme, une démarche qui pourrait ouvrir un nouveau débouché asiatique au gaz algérien. Encore préliminaires, les discussions portent désormais sur les conditions économiques et logistiques d'une éventuelle opération.

Par Selma R.

Ces négociations interviennent dans un contexte de perturbation des approvisionnements énergétiques du Bangladesh. L'interruption des livraisons de GNL en provenance du Qatar, liée aux tensions provoquées par le conflit en Iran, a incité Dhaka à rechercher rapidement d'autres sources d'approvisionnement, afin de sécuriser ses importations tout en diversifiant son portefeuille de fournisseurs, a indiqué la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». C'est dans ce cadre qu'une réunion en visioconférence s'est tenue le 10 septembre entre responsables algériens et bangladais. La partie algérienne était représentée notamment par le ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le PDG de Sonatrach, Noureddine Daoudi, accompagnés de cadres dirigeants du secteur, tandis que du côté bangladais participaient le ministre de l'Énergie, Iqbal Hassan Mahmood, l'ambassadeur du Bangladesh en Algérie ainsi que des responsables de Petrobangla et de la Bangladesh Petroleum Corporation.

Pour l'Algérie, l'intérêt de cette proposition réside d'abord dans la possibilité de renforcer la présence de son GNL sur un marché asiatique. Avant de s'engager, Sonatrach doit toutefois déterminer si l'opération présente une rentabilité suffisante compte tenu de l'éloignement géographique entre les deux pays. Le transport constitue en effet le principal élément à examiner : l'acheminement de cargaisons vers l'Asie implique des distances nettement supérieures à celles parcourues pour les livraisons destinées aux principaux clients européens de l'Algérie, et les coûts de fret peuvent peser sur la marge dégagée par chaque cargaison. La compagnie nationale étudie donc ces coûts logistiques et

les niveaux de marge attendus avant de se prononcer sur la faisabilité économique de l'offre bangladaise.

Cette prudence n'enlève rien à l'intérêt stratégique de la perspective ouverte. Le marché européen demeure aujourd'hui largement dominant pour le GNL algérien, puisque plus de 90 % des exportations sont destinées à cinq pays européens, ce qui traduit une forte concentration géographique des débouchés. Un contrat avec le Bangladesh permettrait d'introduire un nouvel élément dans cette configuration en donnant au gaz algérien un accès supplémentaire au marché asiatique. L'enjeu ne tient donc pas seulement au volume de 10 cargaisons annuelles, mais aussi à la possibilité de tester les conditions commerciales et logistiques d'une présence plus régulière en Asie.

Les chiffres du premier semestre 2026 confirment le poids de l'Europe dans les ventes algériennes. Sur les 4,47 millions de tonnes exportées au cours des six premiers mois de l'année, contre 4,78 millions un an plus tôt, soit un recul de 6,5 %, seules 0,44 million de tonnes ont été acheminées vers des marchés situés hors d'Europe. Dans ce contexte, la demande bangladaise pourrait offrir à l'Algérie une occasion de renforcer la diversification géographique de ses ventes et permettre à Sonatrach d'évaluer plus concrètement la compétitivité de son GNL sur une destination asiatique, où les coûts de transport constituent un paramètre déterminant. Les discussions ne se limitent d'ailleurs pas au GNL. Les deux parties ont également abordé les possibilités de fourniture de GPL ainsi que le développement d'infrastructures énergétiques, ce qui élargit le champ potentiel de la coopération commerciale et industrielle entre les deux pays.

Les priorités des deux partenaires restent

néanmoins distinctes. Pour Dhaka, l'objectif immédiat est de sécuriser des volumes supplémentaires de gaz ; pour Alger, il s'agit de déterminer dans quelle mesure cette demande peut être transformée en débouché durable et rentable. Le volume envisagé constitue à ce titre une première base de discussion plutôt qu'un engagement définitif. Les négociations demeurent à un stade préliminaire et aucun accord final n'est attendu avant la fin de 2026, leur évolution dépendant notamment de l'évaluation menée par Sonatrach sur les coûts de transport, les prix applicables et les marges attendues. Si les conditions économiques sont réunies, cette ouverture vers le Bangladesh pourrait contribuer à élargir progressivement la carte des destinations du GNL algérien et à réduire sa concentration actuelle sur le marché européen.

MÉTAUX PRÉCIEUX L’or en hausse

Les cours de l'or ont progressé mercredi, portés par l'affaiblissement du dollar, alors que les investisseurs attendent la décision imminente de la Réserve fédérale (Fed) sur les taux d'intérêt pour obtenir de nouvelles orientations.

L'or au comptant gagnait 1,3% à 4.347,91 dollars l'once en début d'après-midi, après avoir touché lundi son plus bas niveau en plus d'un mois. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en décembre progressaient de 1,3% à 4.388,80 dollars.

"L'or se raffermirait aujourd'hui notamment grâce à l'atténuation de la force du dollar", notent des analystes, affirmant toutefois que la tendance à court terme reste baissière et la trajectoire du métal jaune sera déterminée par la décision de la Fed.

DATTES

Une production de plus de 4 millions de quintaux attendue à Biskra

Les services agricoles de la wilaya de Biskra prévoient une production de plus de 4,1 millions quintaux de différentes variétés de dattes au titre de la saison agricole 2026-2027, a indiqué, mercredi, le directeur des services agricoles (DSA), Lehib Bousri. Le même responsable a précisé, en marge d'une visite d'inspection des zones agricoles situées dans la région du Zab Ouest, connues pour l'abondance et la qualité de leurs dattes, que la production prévue comptera quelque 100.000 quintaux de plus par rapport à la saison agricole 2025-2026. La variété "Deglet Nour", la plus prisée, devrait être produite à hauteur de 2,6 millions

de quintaux, soit environ 60% de la production phoenicicole totale selon M. Bousri qui a ajouté que ce "must" des dattes produites à Biskra sera suivi des autres variétés, tendres et sèches, telles que le Ghars, la Mech degla Degla beida qui se singularisent par une maturation précoce comparativement aux autres variétés.

La récolte des dattes précoces a débuté dans plusieurs régions de la wilaya des Ziban pour se poursuivre jusqu'à la mi-octobre, notamment pour les variétés dites tendres, pour inclurent dans une étape ultérieure la "Deglet Nour", selon le même responsable. L'entrée en production des palmiers mis en

terre au cours des dernières années a contribué à accroître les quantités de dattes produites, selon M. Bousri qui a souligné que la filière phoenicicole a tiré profit de l'expansion de l'utilisation des techniques d'irrigation modernes et économes en eau, ainsi que de l'extension des superficies exploitées par cette filière qui occupe la première place dans la wilaya.

Pour rappel, la wilaya de Biskra dispose d'une richesse importante constituée de quelque 4 millions de palmiers-dattiers irrigués au moyen des eaux souterraines, et produisant différentes variétés de dattes.

APS

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

BANQUES ALGÉRIENNES

297 milliards DA de résultat net en 2025

Le secteur bancaire algérien a enregistré une progression notable de son activité en 2025, marquée notamment par une accélération des crédits, une hausse du produit net bancaire (PNB) et une progression du résultat net, selon l'édition 2026 de l'Algeria Banking Index (ABIX).

Par Z R

D'après cette étude, le total du bilan des banques algériennes s'est établi à 25 667 milliards de dinars (Mds DZD) à fin 2025, tandis que les crédits ont progressé de 15,79 %, affichant une croissance supérieure à celle des dépôts. Cette évolution s'est accompagnée d'un renforcement de l'intermédiation bancaire, avec un ratio crédits/dépôts remontant à 63,46 %, traduisant une progression du financement accordé à l'économie. L'étude relève également une dynamique soutenue de la performance opérationnelle des banques algériennes. Le produit net bancaire a augmenté de 14,94 %, tandis que le coefficient d'exploitation s'est amélioré pour atteindre 28,30 %. Quant au résultat net du secteur, il a, pour sa part, atteint 297 Mds DZD, enregistrant une hausse de 15,27 % sur une année. Cette progression intervient toutefois dans un contexte où la rentabilité des fonds propres, mesurée par le ROE, a reculé, passant de 13,29 % à 11,86 %. Par ailleurs, l'augmentation des crédits a été nettement supérieure à celle des placements en bons du Trésor. Ces derniers n'ont progressé que de 2,68 %, contre 15,79 % pour les crédits, selon les données de l'ABIX. Malgré cette évolution favorable de plusieurs indicateurs, l'étude relève une progression des dotations nettes aux provisions de 38,51 %. L'ABIX souligne toute-

fois que cette évolution ne permet pas, à elle seule, de conclure à une détérioration de la qualité des actifs, invitant ainsi à replacer cet indicateur dans une analyse plus globale de la situation du secteur bancaire.

Une forte présence des banques publiques

Sur un autre registre, l'étude a relevé que la structure du marché bancaire algérien demeure largement dominée par les établissements publics. À fin 2025, les sept banques publiques représentaient environ 86,3 % du total du bilan, 84,3 % des dépôts et 83,5 % des crédits. Les quatorze banques privées représentaient, de leur côté, 13,7 % du bilan, 15,7 % des dépôts et 16,5 % des crédits. En matière de total bilan, la BNA occupait la première position en 2025 avec 23,68 % de part de marché, suivie de la BEA avec 20,06 % et du CPA avec 12,53 %. Pour les dépôts, la BEA représentait 22,94 % du marché, devant la BNA avec 19,50 %. Sur le marché des crédits, la BEA atteignait 21,06 %, devant la BNA avec 20,01 % et la BADR avec 14,31 %. S'agissant du produit net bancaire, la BNA représentait 18,26 %, devant la BEA à 16,14 % et le CPA à 12,26 %. L'ABIX relève également des évolutions dans les parts de marché entre 2024 et 2025. Sur le périmètre constant, la BADR a gagné environ 1,34 point de part de marché en total bilan, tandis que la BDL en a gagné près de 0,97 point.

Une concentration du marché en léger recul

Le marché bancaire algérien demeure concentré, mais les principaux indicateurs font apparaître une légère ouverture entre 2022 et 2025. En 2025, la première banque représentait 23,68 % du total bilan, tandis que les trois premières concentraient 56,27 % des actifs et les cinq premières 75,49 %. L'indice de concentration HHI s'établissait à environ 1.399, correspondant, selon la grille de lecture retenue par l'ABIX, à une concentration modérée. Entre 2022 et 2025, le CR3 est ainsi passé d'environ 62,36 % à 56,27 %, tandis que le CR5 a reculé de 81,14 % à 75,49 %. Le HHI est, pour sa part, passé d'environ 1.589 à 1.399. L'évolution du secteur bancaire reste étroitement liée à la situation macroéconomique du pays. Dans sa contribution à l'étude, l'expert en stratégies macroéconomiques Abdelrahmi Bessaha relève notamment le paradoxe d'une économie disposant d'une épargne importante, dont une partie demeure insuffisamment orientée vers l'investissement productif. Son analyse met également en évidence l'influence des déficits budgétaires, de la dépendance aux hydrocarbures, de l'informalité et des contraintes liées au climat économique sur la capacité des banques à assurer pleinement leur fonction d'intermédiation.

INCENDIES

Les opérations d'indemnisation des sinistrés en phase d'achèvement

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a déclaré, hier à Alger, que les opérations d'indemnisation des sinistrés des récents incendies enregistrés dans certaines wilayas du pays, ainsi que la réhabilitation des zones touchées, sont en phase d'achèvement. Conformément à la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant indemnisation de tous les citoyens pour les pertes occasionnées par les incendies, "l'opération d'indemnisation a été achevée dans les wilayas n'ayant pas enregistré de pertes importantes, tandis que cette opération dans la wilaya de Jijel arrive à sa phase finale", a déclaré M. Sayoud à la presse en marge de l'ouverture de la session parlementaire ordinaire 2026-2027. Compte tenu de la concomitance des mesures d'indemnisation et de prise en charge des dégâts occasionnés par les incendies avec l'approche de la rentrée scolaire, le ministre a fait savoir que toutes les écoles touchées avaient été restaurées et réhabilitées, soulignant que la rentrée scolaire se déroulera dans "les meilleures conditions". Pour ce qui est de la prise en charge des habitations endommagées, il a précisé que "la réhabilitation des logements classés dans les catégories verte et orange est quasiment terminée, tandis que certains logements classés dans la catégorie rouge seront traités incessamment, à travers la prise en charge par les institutions de l'Etat de leurs occupants et la mise à disposition de logements". L'opération d'indemnisation a inclus également le bétail ravagé et le mobilier domestique détruit, l'indemnisation des arbres fruitiers devant intervenir ultérieurement, a-t-il dit, précisant que l'opération de plantation débutera à compter du 15 octobre prochain.

R E.

ALGÉRIE-FRANCE

Le recul des échanges pèse sur les entreprises françaises

Par S. R.

La dégradation des relations économiques entre l'Algérie et la France commence à produire des effets visibles sur le tissu entrepreneurial français. Près de 600 entreprises françaises liées au marché algérien ont fait faillite en 2025, dans un contexte marqué par le recul des échanges et par une concurrence internationale de plus en plus présente en Algérie. Ce chiffre, relevé dans une analyse de l'Institut Montaigne publiée en septembre 2026, met en évidence les coûts économiques d'une relation commerciale qui reste largement en deçà de son potentiel. Ce constat est d'autant plus significatif que l'Algérie demeure un marché important pour les entreprises françaises. Malgré une proximité géographique évidente et des échanges historiquement soutenus, elle n'occupe que le troisième rang des partenaires de la France dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient, et la présence française y reste limitée à environ 500 entreprises. Pour ces dernières, la situation se traduit par une réduction des débouchés dans un marché de plus de 45 millions d'habitants, engagé depuis plusieurs années dans une politique

de diversification de ses partenaires économiques. Cette diversification profite d'abord à de nouveaux acteurs, notamment chinois, turcs et italiens. La Turquie compte désormais plus de 800 entreprises en Algérie et un stock d'investissements directs étrangers estimé à 4 milliards d'euros hors hydrocarbures. Dans les infrastructures et le BTP, les entreprises chinoises ont obtenu plusieurs grands contrats, tandis que les groupes turcs ont renforcé leur présence dans différents secteurs. L'Italie s'est également imposée comme un partenaire majeur, en particulier dans l'énergie et l'industrie. Pour l'Algérie, cette recomposition constitue un atout : elle élargit ses possibilités de négocier ses approvisionnements, d'attirer des investissements et de sélectionner les partenaires répondant à ses priorités économiques, tout en diversifiant ses sources de financement, de technologie et de savoir-faire. Pour les entreprises françaises, en revanche, elle impose de composer avec une concurrence qui n'existait pas avec la même intensité il y a une dizaine d'années. Ce recul se vérifie jusque dans des secteurs traditionnellement dominés par la France. Le cas du blé est particulièrement révélateur : alors que la France as-

surait jusqu'à 80 à 90 % des importations algériennes avant 2019, sa part est tombée à environ 30 %, la Russie ayant progressivement gagné du terrain. Là encore, cette évolution permet à l'Algérie de réduire une dépendance excessive à l'égard d'un seul fournisseur. La relation économique n'est pas rompue pour autant. La France conserve une présence significative en Algérie, avec un stock d'IDE estimé à 2,8 milliards d'euros, ce qui en fait le troisième investisseur étranger. Les entreprises françaises y interviennent notamment dans l'agroalimentaire, la santé, l'électricité et les services, et génèrent plus de 40 000 emplois directs. Cette implantation reste toutefois modeste au regard du potentiel du marché, comme le montre l'écart avec la présence turque, forte de plus de 800 entreprises. Cette différence illustre le déplacement progressif du centre de gravité des partenariats économiques de l'Algérie. Les PME françaises sont les plus exposées à cette évolution. Sur les quelque 5 000 entreprises françaises exportatrices vers l'Algérie recensées par l'Institut Montaigne, près de 600 ont disparu en 2025 dans le contexte de la crise. Ces faillites montrent que les difficultés rencontrées sur le marché algérien ne

concernent pas uniquement les grands groupes, mais aussi un tissu de petites et moyennes entreprises dont l'activité dépend directement des exportations. Dans ce paysage commercial en recomposition, les hydrocarbures constituent le principal élément de continuité. Les énergies fossiles représentent plus de la moitié des échanges entre les deux pays et près de 90 % des importations françaises en provenance d'Algérie. Celle-ci occupe ainsi une place importante dans la diversification de l'approvisionnement énergétique français, puisqu'elle fournit environ 12 % du gaz naturel et 9 % du pétrole importés par la France, ce qui en fait son quatrième fournisseur de gaz. Pour Alger, ces exportations ont également contribué à améliorer les équilibres extérieurs, en particulier dans le contexte de la hausse des prix de l'énergie observée depuis 2022 : les réserves de change algériennes ont atteint environ 81 milliards de dollars à la fin de 2025. Cette composante énergétique reste enfin un domaine de coopération industrielle, comme l'illustre l'activité de TotalEnergies dans le pays, avec une production annoncée d'environ 60 000 barils par jour et des projets menés avec Sonatrach.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
Examen des moyens de développer la coopération algéro-omanaise

Une réunion de travail s'est tenue, mardi à Alger, par visio-conférence, entre des cadres du ministère de l'Industrie pharmaceutique et des représentants du ministère de la Santé du Sultanat d'Oman, consacrée à l'examen des moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, de développer le partenariat et d'échanger les expériences entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue en présence de cadres du groupe public Saidal et de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), fait suite à la visite de travail effectuée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, au Sultanat d'Oman. La réunion a été "l'occasion d'examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, de développer le partenariat et d'échanger les expertises et expériences entre les deux pays, au service des intérêts communs et en appui aux efforts de développement des capacités du secteur", précise la même source. Dans ce cadre, l'accent a été mis sur l'importance de poursuivre la coordination et la concertation entre les deux parties, tout en œuvrant à traduire la volonté commune des dirigeants des deux pays en projets et partenariats concrets et durables, à même d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération et d'investissement, de renforcer l'intégration et de promouvoir l'échange d'expertises dans le domaine de l'industrie pharmaceutique entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman, conclut le communiqué.

R E.

RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027

Lancement d’une caravane nationale de solidarité pour la distribution de cartables

Les Scouts musulmans algériens (SMA) ont lancé, mardi, en partenariat avec l'entreprise Ooredoo, une caravane nationale de solidarité pour la distribution de cartables et de fournitures scolaires aux enfants issus de familles à faible revenu et à ceux touchés par les récents incendies, en prévision de la rentrée scolaire 2026-2027. Dans ce cadre, le Commandant général des SMA, Abderrahmane Hamzaoui, a indiqué que "cette action de solidarité spéciale rentrée scolaire est une tradition annuelle visant à accompagner les élèves et les familles à faible revenu à travers les différentes wilayas du pays". Cette initiative "vise également à soutenir les efforts de l'Etat en la matière, à ancrer les valeurs de solidarité et d'entraide sociale et à garantir une rentrée scolaire dans de bonnes conditions", a ajouté M. Ham-

zaoui, précisant qu'elle concernera notamment les wilayas de Jijel, Béjaïa et Tizi Ouzou, qui ont été touchées par les récents incendies. De son côté, le Directeur général d'Ooredoo Algérie, Roni Tohme, s'est dit fier du lancement de cette initiative pour "les valeurs humaines et sociales qu'elle véhicule" et pour "l'engagement constant qu'elle traduit en faveur de l'accompagnement des enfants issus de familles à faible revenu". Cette action traduit également "l'engagement de l'entreprise à se tenir aux côtés des familles sinistrées et à soutenir leurs enfants scolarisés", a-t-il ajouté, souhaitant que "cette caravane contribue tant soit peu à atténuer les effets de cette épreuve et à faciliter la reprise du parcours scolaire des enfants dans de meilleures conditions".

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	348,00	345,00	-0,29	-0,33	-4,71	7,35	7,54	36	12 420,00
AYRADE	AYRD	815,00	815,00	0,00	0,00	0,16	116,43	-	7632	8 220 080,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,12	7,56	7,64	30795	43 113 000,00
BIOPHARM	BIO	2 516,00	NC	0,00	0,06	0,84	6,69	6,36	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2039,00	-0,49	-0,43	-6,99	8,45	8,58	2107	4 296 173,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,38	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	1,34	2,24	1,19	8,12	0	0,00

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le ministre Zerrouki appelle à réduire les écarts de capacités

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a appelé, mardi, à réduire les écarts de capacités en matière d'intelligence artificielle (IA) et à renforcer la souveraineté nationale dans ce domaine, plaidant pour la création d'une agence internationale dédiée à la gouvernance de l'IA garantissant une coopération équitable au service de l'humanité, indique un communiqué du ministère. Participant à une rencontre ministérielle à huis clos, en marge de la 4e édition du Forum mondial de l'Unesco sur l'éthique de l'IA, qui se tient à Riyadh (Arabie saoudite), M. Zerrouki a mis en garde contre la concentration, entre les mains d'un nombre limité de pays et d'entreprises, des capacités nécessaires pour concevoir, développer et faire fonctionner les systèmes d'intelligence artificielle. Il a relevé que, pour de nombreux pays, "le défi ne se limite pas uniquement au volet

réglementaire, mais englobe aussi l'accès à la puissance de calcul, aux infrastructures de données, à l'énergie, aux compétences, aux modèles et au financement". Cette concentration des capacités, a-t-il averti, "n'est pas sans conséquence". "Sa persistance impliquera la participation de plusieurs pays à la gouvernance en étant en situation de dépendance structurelle à l'égard de décisions prises ailleurs", a-t-il prévenu. La souveraineté dans le domaine de l'intelligence artificielle "ne doit surtout pas être comprise comme un repli technologique", a-t-il dit, expliquant qu'elle suppose au contraire de "disposer d'une capacité nationale suffisante pour comprendre, évaluer, gouverner et développer progressivement les systèmes qui structurent désormais nos économies, nos administrations et nos sociétés".

Dans cette perspective, M. Zerrouki a ap-

pelé à "opérer un saut qualitatif dans la coopération internationale dans le domaine de l'intelligence artificielle", afin de passer "d'une logique de formation à une logique de renforcement des capacités effectives". Il a également insisté sur le rôle que doit jouer l'Unesco dans "la définition d'un cadre opérationnel établissant un seuil minimal de capacités de gouvernance et de compétences techniques pour chaque Etat membre". "Une intelligence artificielle éthique implique une capacité équitable de participer à sa conception", a-t-il soutenu, soulignant qu'"il ne saurait y avoir de règles mondiales pour l'intelligence artificielle sans une capacité d'action mondiale". Aussi, a-t-il plaidé pour la création d'une agence internationale dédiée à la gouvernance de l'intelligence artificielle.

Synthèse R E.

AIR ALGÉRIE

Signature d’un accord avec le Syndicat des pilotes de Lignes Algériens

La direction générale du groupe Air Algérie a signé, mardi à Alger, un accord avec le Syndicat des Pilotes de Lignes Algériens (SPLA), visant à améliorer les conditions professionnelles et sociales des pilotes de la compagnie et à offrir un environnement de travail plus propice à l'exercice de leurs fonctions. Selon un communiqué du groupe, cet accord s'inscrit dans le cadre de "la concrétisation de la vision stratégique de la compagnie, qui vise à moderniser son système opérationnel et à renforcer ses performances", reflétant "la solidité du dialogue social et l'engagement commun à accompagner les grandes transformations" que connaît le groupe. L'accord s'inscrit également "dans le cadre du processus de réforme et de

développement engagé par le groupe, visant à accompagner le programme de modernisation de la flotte et l'élargissement du réseau de destinations, de manière à renforcer ses capacités opérationnelles et à hisser la qualité de ses services aux normes les plus élevées en vigueur dans le secteur du transport aérien". Le groupe a souligné que cet accord s'inscrit dans un processus global de dialogue social avec les différents corps et catégories professionnelles, dans le cadre d'une approche participative permettant de garantir l'équilibre entre les impératifs de développement et la stabilité de l'entreprise, ainsi que l'amélioration des conditions professionnelles. De son côté, le syndicat a affirmé, selon le communiqué, que cet accord reflétait "sa conviction ferme que la réussite des projets de développement et de modernisation

au sein de l'entreprise ne peut être atteinte qu'à travers l'investissement dans la ressource humaine, et l'ancrage d'un dialogue social sérieux et responsable fondé sur la confiance, le respect mutuel et un partenariat constructif", de manière à améliorer les conditions professionnelles et sociales des pilotes et à renforcer leurs performances selon les normes les plus élevées, au service de l'entreprise, des travailleurs et des voyageurs. Le syndicat a également estimé, selon la même source, que cette signature "pose les jalons d'un héritage professionnel et social durable dont bénéficieront les futures générations de pilotes, et consacre une culture de dialogue, de partenariat et de responsabilité partagée, de nature à soutenir la stabilité de l'entreprise et à accompagner ses ambitions futures".

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وصيظ السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفيه والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2026

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كلغ	معدل	أعلى	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	102	114	90	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	89	106	71	الطماطم	
	Oignon sec	74	83	64	البصل الجاف	
	Ail sec	818	930	706	الثوم الجاف	
	Carotte	123	137	110	الجزر	
	Navet	158	176	140	اللفت	
	Poivron	130	148	112	الفلفل الاخضر	
	Piment	145	166	123	الفلفل الحار	
	Courgette	157	174	140	الكوسة	
	Haricot vert	243	273	214	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	169	185	153	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	406	511	301	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	503	374	382	التمر	
	Raisin	294	566	213	العنب	
	Melon	101	115	88	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	81	92	71	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2096	2243	1949	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	539	553	525	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	22	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	90	حليب البقر (لتر)	

Comparaison des systèmes de formation professionnelle : France, Allemagne et Japon

La formation professionnelle constitue un instrument essentiel de développement des compétences, d’insertion des jeunes et d’adaptation de la main-d’œuvre aux besoins des entreprises.

Par Rachid MEKSEN (*)

À l'ère de la numérisation rapide, du développement de l'intelligence artificielle et des transitions énergétiques majeures, les systèmes de formation professionnelle jouent un rôle essentiel dans la souveraineté économique et la cohésion sociale. La capacité d'adapter rapidement les compétences de la main-d'œuvre aux évolutions du marché du travail est cruciale pour attirer les investissements et améliorer l'emploi des jeunes. En Algérie comme ailleurs, la valorisation du capital humain est une priorité nationale, mais chaque pays adopte une approche différente, influencée par ses traditions institutionnelles et ses structures économiques.

Nous avons néanmoins tenu à répondre à la question suivante : la performance industrielle d'une nation peut-elle résulter de l'organisation exclusive de son système de formation professionnelle ? Ce dernier restitue-t-il le même niveau de performance s'il avant été organisé autrement ? Enfin, quels enseignements en tirer pour davantage articuler les besoins industriels avec la disponibilité des compétences en Algérie ?

La comparaison de trois systèmes appartenant à trois pays développés nous semble pertinente pour rendre fidèlement compte si des spécificités éventuelles caractérisant chacun d'entre eux justifient des écarts de performance globale ou bien faut-il admettre que peuvent coexister des organisations différentes moyennant des invariants sur lesquels il n'est pas possible de transiger.

Ainsi, nous avons retenu le système français pour sa proximité historique qui a autorisé une partie essentielle du parcours industriel en Algérie, le système allemand, compte tenu de sa réputation légendaire datant de l'époque des Princes gouvernants et aussi de sa coopération dans des segments stratégiques ici, et enfin le Japon qui malgré la distance, a toujours exercé une fascination pour avoir autorisé un élan industriel que l'on peut situer dès l'ère Meiji.

Les Trois modèles particulièrement intéressants à comparer :

- la France, où la formation professionnelle repose sur un système fortement institutionnalisé, combinant établissements scolaires, apprentissage et formation continue ;
- l'Allemagne, caractérisée par le célèbre système dual, qui associe étroitement entreprise et école professionnelle ;
- le Japon, qui privilégie davantage la formation en entreprise, les établissements professionnels spécialisés et la formation technologique, avec un rôle important des entreprises dans l'acquisition des compétences.

L'intérêt de cette comparaison est de montrer qu'il n'existe pas un modèle unique de formation professionnelle : chaque système est étroitement lié à l'organisation du marché du travail, aux relations entre entreprises et établissements éducatifs et à la culture professionnelle du pays.

En France, la formation professionnelle repose sur plusieurs voies : formation professionnelle initiale, apprentissage, lycées professionnels, centres de formation d'apprentis (CFA) et formation continue des salariés et demandeurs d'emploi.

L'apprentissage constitue la principale forme de formation alternée. L'apprenti possède un contrat avec une entreprise et suit parallèlement une formation dans un CFA ou un établissement de formation.

Le système français se caractérise donc par

Tableau comparatif

Critère	France	Allemagne	Japon
Modèle dominant	Scolaire + apprentissage	Système dual	Formation scolaire + formation en entreprise
Rôle de l'entreprise	Important et croissant	Central	Très important
Alternance	Développée	Très structurée	Moins institutionnalisée que l'Allemagne
Formation en entreprise	Importante dans l'apprentissage	Élément central	Traditionnellement très importante
École professionnelle	CFA, lycées professionnels	Ecole professionnelle assurant la théorie	Collèges de formation technique, KOSEN
Rémunération	Oui dans l'apprentissage	Oui	Variable selon le dispositif
Implication des partenaires sociaux	Importante	Très forte	Importante, mais organisation différente
Standardisation des métiers	Forte	Très forte	Plus diversifiée
Certification nationale	Très développée	Très développée	Diversifiée selon les filières
Formation technologique	Développée	Très développée	Très forte
Lien avec l'industrie	Important	Très fort	Très fort
Formation continue	Très institutionnalisée	Développée	Forte formation interne aux entreprises
Passage vers l'université	Relativement développé	Possible mais historiquement plus limité	Possible selon les filières
Point fort	Diversité des parcours	Adéquation emploi-formation	Formation technologique et intégration entreprise
Principale faiblesse	Complexité du système	Dépendance aux places d'apprentissage	Forte dépendance à l'entreprise et segmentation des parcours

une volonté de rapprocher progressivement la formation du marché du travail. L'entreprise participe à la formation et permet au jeune d'acquérir une expérience professionnelle réelle.

Dans le système allemand, l'apprenti est également un salarié en formation et reçoit une rémunération. Les formations durent généralement entre deux et trois ans et demi selon le métier. L'OCDE indique qu'environ 88 % des apprenants de la formation professionnelle secondaire supérieure allemande sont inscrits dans le système dual.

La particularité allemande réside également dans la forte implication des entreprises, syndicats, chambres professionnelles et pouvoirs publics dans la définition des formations. Les normes professionnelles et les programmes sont ainsi étroitement liés aux besoins du marché du travail.

Le Japon constitue un cas particulièrement intéressant parce qu'il ne reproduit pas exactement le modèle allemand.

La formation professionnelle japonaise repose sur plusieurs institutions : les professional training colleges, les KOSEN (National Institutes of Technology), les établissements de formation professionnelle et surtout la formation directement assurée par les entreprises qui semblent se distinguer.

Le système japonais est donc historiquement davantage fondé sur la relation école → recrutement → formation dans l'entreprise, tandis que le modèle allemand repose davantage sur la relation école professionnelle ↔ entreprise pendant toute la formation.

Les différences fondamentales :

- La France, un modèle institutionnel. En effet, ce pays place davantage l'État et les institutions éducatives au centre du système. Les diplômes sont fortement réglementés et les parcours sont relativement structurés. L'Allemagne se distingue par la coopération institutionnalisée entre État + entreprises + syndicats + chambres professionnelles + écoles. La formation professionnelle est donc directement organisée autour du métier et des besoins économiques.
- Le Japon présente une logique différente :

établissement éducatif → recrutement → formation en entreprise → développement des compétences. L'entreprise joue historiquement un rôle majeur dans la formation et le développement professionnel des salariés. Parallèlement, les KOSEN et les établissements professionnels assurent une formation technique et pratique fortement connectée à l'industrie.

Quel système est le plus performant ?

Il serait inapproprié de dire qu'un modèle est absolument « meilleur » que les autres, on peut plutôt identifier trois avantages différents :

- France : grande diversité des parcours et forte reconnaissance institutionnelle des diplômes et certifications.
- Allemagne : meilleure institutionnalisation de l'alternance et excellent rapprochement entre formation et emploi.
- Japon : excellente articulation entre formation technologique, industrie et développement des compétences en entreprise.

Le modèle allemand est particulièrement intéressant pour les pays qui souhaitent réduire le chômage des jeunes et rapprocher la formation des besoins des entreprises. Le modèle japonais est davantage intéressant pour les pays qui souhaitent développer une culture de formation technologique et de formation continue au sein des entreprises.

Enseignements pour les pays souhaitant réformer leur système de formation professionnelle

La comparaison France-Allemagne-Japon permet de dégager plusieurs enseignements pour les pays en développement:

- i). Impliquer réellement les entreprises : La formation professionnelle ne peut pas être construite uniquement dans les établissements scolaires. Les entreprises doivent participer à la définition des compétences et à la formation pratique.
- ii). Renforcer l'alternance : L'expérience allemande montre l'intérêt d'un système dans lequel l'apprenant passe une partie significative de son temps dans l'entreprise et une autre dans l'établissement de formation.

L'OCDE souligne que cette combinaison

permet de rapprocher les compétences enseignées des besoins professionnels.

- iii). Développer la formation technologique : L'expérience japonaise montre l'intérêt d'institutions spécialisées dans les technologies et l'ingénierie, notamment à travers les KOSEN.
- iv). Ne pas enfermer les jeunes dans une voie unique (effet d'impasse) : Un bon système professionnel doit permettre des migrations: Formation professionnelle → emploi → formation supérieure → reconversion → formation continue.

L'Allemagne a progressivement développé des passerelles permettant aux diplômés de la formation professionnelle d'accéder à des études supérieures ou à des qualifications professionnelles avancées.

- v). Adapter régulièrement les programmes ; Les métiers évoluent rapidement avec la numérisation, l'automatisation, l'intelligence artificielle et la transition énergétique. Les programmes doivent donc être régulièrement révisés avec la participation des entreprises.

Au total, on peut compléter, en vue de l'évolution des dispositifs pour optimiser l'impact de la formation professionnelle en Algérie, quatre axes stratégiques :

- Renforcement des Partenariats Public-Privé (PPP) : Encourager l'implication directe des entreprises dans la définition des référentiels d'emplois et de compétences pour limiter les décalages ;
- Valorisation du rôle des chambres de commerce : Accorder un rôle accru aux Chambres de Commerce et d'Industrie dans le suivi des apprentis en entreprise ;
- Transition écologique et digitalisation : Créer des cursus dédiés à la transition énergétique et à la transformation numérique, inspirés du modèle allemand ;
- Valorisation du statut de l'apprenti : Instaurer des incitations fiscales pour les entreprises qui accueillent des apprentis, favorisant l'insertion professionnelle.

Au terme de cette réflexion sur les systèmes de formation professionnelle comparés, on est en mesure de répondre aux questionnements soulevés au début, les voici ainsi synthétisés en trois points :

- i). La comparaison montre que la France, l'Allemagne et le Japon représentent trois philosophies différentes de la formation professionnelle. Le modèle français privilégie l'organisation institutionnelle, les diplômes et la diversité des parcours. Le modèle allemand repose sur une véritable coopération entre école et entreprise et constitue le modèle le plus abouti d'apprentissage dual. Le modèle japonais, quant à lui, se distingue par l'importance accordée à la formation technologique et au développement des compétences directement dans l'entreprise.
- ii). Ainsi, plutôt que de copier intégralement un modèle étranger, une réforme efficace devrait combiner les éléments les plus pertinents des trois systèmes : la certification et les passerelles françaises, l'alternance allemande et la culture technologique et de formation en entreprise japonaise.
- iii). Enfin, cette approche permettrait de construire un système de formation professionnelle davantage orienté vers l'employabilité, l'innovation, la productivité et l'adaptation aux transformations du marché du travail.

(*) économiste, ancien haut fonctionnaire

DJELFA

Raccordement
de 16 nouveaux
établissements scolaires
à l’électricité et au gaz

La Direction de distribution de l’électricité et du gaz de Djelfa a procédé au raccordement de 16 nouveaux établissements scolaires, relevant des trois cycles d’enseignement, aux réseaux d’électricité et de gaz, a-t-on appris mardi auprès de cette entreprise. Selon la même source, cette opération, inscrite dans le cadre des efforts visant à contribuer à la réussite de la rentrée scolaire et sociale, a permis la réalisation de plusieurs transformateurs électriques ainsi que la mise en place des branchements électriques et gaziers, afin d’assurer l’alimentation énergétique nécessaire au bon fonctionnement des établissements scolaires à travers différentes communes de la wilaya. Les opérations de raccordement ont concerné 10 écoles primaires, cinq (5) CEM et un (1) lycée, traduisant la détermination de la Direction de distribution d’accompagner les besoins du secteur de l’éducation et de contribuer aux efforts des pouvoirs publics visant à assurer des conditions de scolarisation adéquates. La Direction de distribution de l’électricité et du gaz de Djelfa a souligné que ses efforts se poursuivent pour relever les défis, répondre aux exigences du développement local et accompagner les différents secteurs, en vue d’améliorer la qualité du service et le niveau des prestations, ainsi que de répondre aux attentes des citoyens des différentes communes, notamment à travers la réalisation des projets inscrits au titre du programme complémentaire dans le domaine de l’énergie.

APS

TISSEMSILT

Lancement d’une
campagne d’information
sur les services de
paiement électronique
via le portail ”Jibayatic”

Les services des impôts de la wilaya de Tissemsilt ont lancé, mardi au siège de la direction, une campagne d’information et de sensibilisation consacrée à la vulgarisation des nouveaux moyens de paiement électronique disponibles via le portail "Jibayatic ", permettant aux contribuables d’effectuer leurs déclarations et paiements à distance. Cette campagne, qui se poursuivra jusqu’au 30 septembre, touchera les différentes communes de la wilaya et vise à faire connaître les services numériques proposés par le portail, notamment les dispositifs de déclaration et de paiement à distance, a indiqué le directeur des Impôts de la wilaya, Abdenasser Mehdi. Le responsable a précisé que ces services permettent aux contribuables d’accomplir leurs démarches fiscales en ligne de manière simple et sécurisée, sans avoir à se déplacer auprès des services fiscaux. Cette initiative s’inscrit dans le cadre des efforts visant à moderniser l’administration fiscale, simplifier les procédures et améliorer la qualité des services destinés aux contribuables, tout en favorisant la généralisation des moyens de paiement électroniques. La numérisation de ces prestations devrait également contribuer à réduire les déplacements des usagers, à leur faire gagner du temps et à faciliter le règlement de leurs obligations fiscales, tout en renforçant l’efficacité du service public, a-t-il ajouté. La campagne constitue, par ailleurs, une occasion de présenter aux usagers les différentes fonctionnalités du portail " Jibayatic ", notamment le paiement à distance, à travers des explications pratiques sur les modalités d’accès et d’utilisation de ces services.

R E.

EL TARF

450 apiculteurs bénéficient
d’une formation depuis le début
de l’année 2026

Pas moins de 450 apiculteurs de la wilaya d’El Tarf ont bénéficié, depuis le début de l’année en cours, de formations visant à développer leurs compétences et à leur enseigner les techniques modernes en matière de production de miel, a-t-on appris, mardi, auprès de la chambre de l’agriculture.

Le président de cette chambre, Saci Laâbadlia, a précisé à l’APS, en marge d’une journée d’étude sur "l’extraction des produits de la ruche", organisée à la maison de jeunes Ahmed-Betchine d’El Tarf, que ces stages, initiés par la chambre d’agriculture, s’inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de conventions conclues avec les directions des services agricoles, de la formation et de l’enseignement professionnels, l’université Chadli-Bendjedid et le bureau de wilaya de l’Union nationale des femmes algériennes (UNFA). Ces stages de formation ont permis de "transmettre aux agriculteurs les techniques les plus récentes en matière d’élevage des

reines et de gestion des ruches", selon M. Laâbadlia qui a précisé que ces formations sont encadrées par des spécialistes des instituts agricoles locaux et nationaux. Soulignant que l’apiculture est pratiquée dans les communes à caractère forestier, montagneux et pastoral de la wilaya, le même responsable a précisé que la wilaya d’El Tarf compte près de 1.000 apiculteurs qui produisent annuellement de 1.500 à 1.600 quintaux de 15 variétés de miel, avant d’ajouter qu’il était prévu de distribuer “prochainement” 1.200 ruches aux agriculteurs et à leurs enfants ayant suivi des formations dans ce domaine. Les participants à cette journée d’étude, or-

ganisée en coordination avec l’association "Manahil Ech-Chark", et dont le coup d’envoi a été donné par l’inspecteur général de la wilaya, Abdenacer Zeraoulia, a réuni des apiculteurs des wilayas d’El Tarf, de Relizane, de Khenchela, d’Oum El Bouaghi, de Tébessa, de Souk Ahras et d’Annaba qui ont débattu de plusieurs thèmes parmi lesquels "le venin d’abeille et son extraction", "l’insémination artificielle", "l’élevage des reines" et "la santé des abeilles". Une exposition consacrée aux différents produits de la ruche et aux matériels utilisés par les apiculteurs a également été organisée à la maison de jeunes Ahmed-Betchine.

APS

BLIDA

Lancement de l’opération d’indemnisation des victimes
des incendies de forêt

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Blida a entamé, mardi, l’opération d’indemnisation des personnes touchées par les incendies de forêt enregistrés dans la wilaya durant les mois de juillet et août derniers. La 1ère phase de cette opération, organisée au niveau de l’antenne agricole de la commune de Bougara (Est) sous la supervi-

sion des autorités locales, a concerné des aviculteurs des communes de Bougara et de Bouinan ayant subi des pertes suite aux incendies enregistrés dans la région. Cette opération intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant indemnisation de l’ensemble des personnes touchées par les incendies de forêt

ayant affecté plusieurs wilayas du pays, a indiqué à l’APS, la directrice par intérim des services agricoles, Hadjira Belgharbi. Selon la même responsable, 294 personnes sinistrées ont été recensées à travers la wilaya, dont 152 à Bouinan, 109 à Bougara et 33 à Meftah. Elle a ajouté que l’opération, qui a ciblé dans un 1er temps les aviculteurs, se poursuivra dans

les prochains jours pour prendre en charge les différents types de dommages recensés, notamment ceux ayant affecté les équipements d’irrigation ainsi que les installations liées aux productions animale et végétale. Cette démarche vise à permettre aux personnes sinistrées de reprendre leurs activités dans les meilleurs délais, a-t-elle souligné.

R E.

TÉBESSA

Plus de 800 millions de dinars pour consolider l’alimentation
des populations en eau potable

Le secteur de l’hydraulique a bénéficié, dans la wilaya de Tébessa, au titre de l’exercice en cours (2026), d’un programme d’urgence doté d’une enveloppe financière de 805 millions de dinars destinée à consolider l’alimentation de la population en eau potable, a indiqué, mardi, la responsable locale de ce secteur. Mme Sonia Rehalhia a précisé, dans une déclaration à l’APS, que ce programme, validé par le ministère de tutelle, et qui comprend 20 projets de développement couvrant l’ensemble des communes de la wilaya, s’inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer

l’alimentation en eau potable (AEP) et à garantir l’accès des citoyens, où qu’ils se trouvent, à cette ressource vitale. Elle a ajouté que ce programme prévoit l’acquisition d’équipements hydromécaniques et de pompes de forages au profit de 28 communes, ainsi que la rénovation des canalisations de pompage et de distribution, ce qui permettra, a-t-elle affirmé, de renforcer la qualité du service public offert aux citoyens en matière d’AEP. De nouveaux réservoirs de différentes capacités seront également construits et de nouvelles conduites de distribution installées

dans les communes de Cheria, de Thlidjen, de Guorriguer, de Bir Mokkadem, d’El Ogla Melha, de Hammamet, d’El Aouinet, de Tébessa, d’El Merriidj et d’El Mezeraâ, selon la même responsable. Mme Rehalhia a souligné, à ce propos, que l’élaboration des cahiers des charges relatifs à ces opérations est achevée et que les appels d’offres ont été lancés, ajoutant que ses services s’employaient actuellement à l’évaluation des offres afin que les travaux puissent débuter dans les plus brefs délais.

APS

ITPA D'ORAN

Préparation de la création d’un pôle de compétences en mécanique navale

L’Institut technologique de la pêche et de l’aquaculture d’Oran prépare la création d’un pôle de compétences spécialisé dans la mécanique navale, a indiqué mardi le directeur de l’institut, Mohamed Bitour. M. Bitour a précisé à l’APS que ce projet s’inscrit dans le cadre du Programme Economie bleue du secteur de la pêche et de l’aquaculture, mis en œuvre dans le cadre du partenariat entre le ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et l’Union européenne, visant à contribuer à la promotion durable de l’économie bleue, notamment dans les domaines de la pêche, de l’aquaculture, de la formation, de l’entrepreneuriat, de la

recherche et de l’innovation, en adéquation avec la Stratégie nationale de l’économie bleue à l’horizon 2030. Dans le cadre de ce projet, l’Institut technologique de la pêche et de l’aquaculture d’Oran bénéficiera d’un accompagnement pour évoluer vers un pôle spécialisé en mécanique navale, à travers trois principaux axes, à savoir la mise à disposition des équipements, la révision des programmes de formation et la formation des formateurs, a ajouté le même responsable. Il a relevé que le choix de l’institut pour abriter ce pôle s’explique notamment par le fait qu’il a bénéficié, en 2024, d’un atelier spécialisé en mécanique navale doté d’équipements destinés à la mé-

canique générale, à l’électricité électronique, à l’hydraulique et pneumatique et à d’autres domaines connexes. Dans le cadre des préparatifs à la concrétisation de ce projet, l’institut a abrité, dimanche et lundi, une rencontre de travail réunissant différents acteurs du secteur de la pêche et de l’aquaculture. Cette rencontre a été consacrée à l’examen des différents axes du projet, ainsi qu’à la recherche des moyens d’adapter les programmes de formation aux besoins des professionnels et à l’échange de vues sur les spécialités et les moyens pédagogiques et techniques nécessaires pour assurer l’efficacité du pôle.

APS

LA FORCE DES CROYANCES ET LA TRANSFORMATION DE L'ORDRE MONDIAL :

Compétition institutionnelle, cognitive et interdépendance instrumentalisée

Le système institutionnel mondial est en crise : il n'est plus soutenu par des croyances partagées. Sous l'hégémonie occidentale, les institutions internationales complétaient les institutions occidentales.

1^{ère} partie

Avec le déclin de cette hégémonie, une compétition institutionnelle et cognitive se développe. Les puissances émergentes s'efforcent de construire des institutions internationales plus légitimes et plus complémentaires à leurs institutions nationales. Elles cherchent à produire une connaissance commune pour former des croyances coordonnées sur le déroulement de leurs interactions stratégiques. Les sociétés qui ne disposent pas de leur propre architecture institutionnelle sans appartenir à une architecture mondiale vivent dans un désordre institutionnel. L'ordre occidental, construit sur la base de la monopolisation de la violence, résiste par la violence face à une compétition institutionnelle et cognitive qui le mine. Cette crise doit être comprise à la lumière d'une thèse fondamentale : les institutions ne sont pas de simples règles imposées par une autorité, mais des croyances partagées auto-entretenues (M. Aoki). Leur efficacité repose sur l'anticipation mutuelle des acteurs, non sur la seule contrainte. Dès lors, la compétition mondiale actuelle n'est pas seulement une lutte pour la puissance militaire ou économique ; elle est une compétition pour la définition des règles, des attentes et des croyances qui organisent les interactions stratégiques. Le soft balancing et l'institutional balancing (Paul, He, Wivel, Feng) en sont des manifestations : il s'agit moins de limiter une puissance que de transformer l'environnement institutionnel dans lequel elle s'exerce. À cela répond l'interdépendance instrumentalisée (Farrell, Newman) : les réseaux mondiaux (finance, données, chaînes d'approvisionnement) deviennent des armes, mais cette arme reste institutionnellement contingente, car les acteurs dominés peuvent apprendre, contourner et reconstruire l'architecture.

La question directrice est alors la suivante : qu'est-ce qui va succéder à l'hégémonie américaine ? Une hégémonie chinoise, un équilibre des pouvoirs, ou un équilibre sans véritable équilibre ? Et comment les croyances partagées, les institutions et les interdépendances vont-elles se reconfigurer dans cette transition ?

La contrainte comme règle au-dessus des autres

Il est une croyance qui est devenue un postulat que l'on n'interroge plus, tant il a porté le raisonnement et la foi avec succès. C'est le suivant : il ne peut y avoir d'état de droit sans monopole de la violence qui fasse respecter le droit. Il n'y a pas d'état de droit sans État de droit. Cette croyance est le résultat

d'une expérience historique conquérante : la compétition des sociétés guerrières européennes pour le monopole de la violence et de la propriété. L'appropriation par la violence fait partie de l'ADN des sociétés européennes, celle par le commerce est économique. Elle économise l'usage de la force. Avec les décolonisations cette appropriation par la violence est mise en échec, avec l'émergence des puissances non occidentales l'économie de la violence par le commerce est mise en échec. Sur la base d'une telle croyance a été construite la division de l'Europe, la colonisation du monde et sa division en États-nations. Des penseurs éminents lui ont donné ses théories. Le monde s'est construit sur la base de son postulat. Cette croyance s'est faite forte de ses conquêtes. Elle s'affaiblit aujourd'hui de ses défaites. La compétitivité sociale n'est plus occidentale et militaire. La force d'une croyance s'use et se renforce avec l'expérience qui la porte. Une croyance reste active jusqu'à ce qu'elle cesse d'être fertile, de porter la foi et le raisonnement. Quand cela arrive, il y a une crise et retour sur le postulat et si sa stérilité est avérée, le raisonnement et la foi doivent se donner un nouveau postulat pour repartir à la conquête du monde. Une telle transition est souvent violente. On ne peut séparer de manière dichotomique savoir et foi, le monde ne se donne pas entièrement au savoir, le savoir doit partir d'hypothèses sur le monde. Il y a des hypothèses fertiles qui deviennent stériles. L'hypothèse selon laquelle il n'y a pas d'état de droit sans monopole de la violence est ébranlée. La puissance militaire n'est plus la puissance depuis la décolonisation, la compétition industrielle n'est plus la fille de la compétition militaire, elle est en train de devenir sa mère.

La croyance selon laquelle il ne peut y avoir d'état de droit sans monopole de la violence est à la base de construction actuelle du monde. Elle a d'abord été l'hypothèse de base et la réalité concrète de la construction des sociétés européennes. Le monde a été ensuite entraîné par l'Europe dans cette construction. Les États-nations du monde se sont construits sur la base du monopole légitime de la violence. Mais trop d'États du monde n'ont pas pu se transformer en États de droit. Le monopole de la violence ne s'est pas partout transformé en monopole légitime. C'est qu'état de droit et État de droit ne furent pas distingués tout comme le monopole de la violence et la production d'états de droit. Ce sont les états de droit qui légitiment le monopole de la violence et les états de droits résultent des croyances partagées des agents et de leurs interactions, qu'ils soient publics ou privés. La compétition pour monopoliser la violence a donné lieu à des pouvoirs mili-

taires, de la compétition desquels émergera un pouvoir industriel. Ainsi en fut-il de la compétition de ces pouvoirs européens. La compétition guerrière dont l'objectif était la monopolisation de la violence en Europe cessera entre princes européens quand ils renonceraient à l'empire européen, quand se tournant vers le monde, ils admettront la division de l'Europe en États-nations, accordant aux princes le monopole légitime de la violence sur leur territoire. Leur compétition se tournera alors vers la conquête du monde. C'est de leur compétition militaire qu'émergera et se développera le pouvoir industriel. Le militaire était dans le civil, le civil a éclot dans le militaire, puis le civil s'est détaché tout en restant au service du militaire jusqu'à inverser sa position dans le militaire. La puissance industrielle décide alors de la puissance militaire. Le militaire et le civil se différencient de par l'activité industrielle, mais ils ne cessent pas d'être l'un dans l'autre. Un aspect domine l'autre, intériorise l'autre, selon les circonstances. Quand ils se dissocient, la différenciation sociale tombe en panne. Quand ils sont dissociés, ils tendent à reconstituer leur unité. Avec les révolutions industrielles, la contrainte de militaire devient militaro-industrielle. Avec les décolonisations et la domination militaire occidentale, le civil tend à se réapproprier le militaire. La compétition mondiale devient celle des compétitivités sociales, la guerre change de face[1].

La contrainte une règle parmi d'autres

Mais l'état de droit suppose-t-il qu'une autorité puisse faire respecter la règle par la contrainte ? Pour M. Aoki, la contrainte est un mécanisme possible pour faire respecter une règle, mais elle n'est pas la seule, ni même la plus fondamentale. Aoki ne nie pas le rôle de la contrainte, mais il la décentre. La contrainte (étatique ou autre) est un outil qui peut aider à stabiliser ces croyances ou à en faire émerger de nouvelles, en modifiant les anticipations des acteurs. Mais une institution ne se résume pas à une menace de sanction : elle est un phénomène social cognitif complexe, où les règles, les croyances et les comportements s'entretiennent mutuellement. Concrètement, une règle fonctionne non pas parce qu'une autorité la fait respecter, mais parce que chacun croit que les autres vont s'y conformer et anticiper

cette conformité dans ses propres actions. Cette croyance est le véritable ciment de l'institution.

La capacité de contrainte d'une autorité peut être vue comme une règle du jeu parmi d'autres qui modifie les incitations. La loi selon Aoki peut « anticiper, faciliter ou confirmer » certaines évolutions stratégiques en modifiant l'environnement dans lequel les acteurs font leurs choix. Elle peut rendre certaines actions plus coûteuses et ainsi faire basculer l'équilibre.

La contrainte peut intervenir, mais elle n'est qu'un des mécanismes de stabilisation. C'est une différence considérable avec Hobbes ou une certaine lecture wébérienne.

Ordre selon des règles fixes

On peut observer cette croyance chez un auteur politique, ancien ministre des affaires étrangères allemand, qui se demande dans un article récent : qui sera à la tête du prochain ordre mondial ? « ... hégémonie américaine a cédé la place à une nouvelle configuration fondée sur la rivalité et la concurrence entre plusieurs grandes puissances, où il n'existe plus un ensemble de règles fixes et codifiées. Il n'y a plus que la puissance économique, technologique et militaire, ce qui implique un risque accru de conflit, voire de guerre, entre les grandes puissances nucléaires. »[2] Avec la fin de l'hégémonie américaine, l'ordre du monde ne serait plus soumis à des règles. Le monde sans hégémon serait anarchique. Cela est fidèle à la séparation dichotomique de l'État et de la société et à la construction par le haut de la société qu'elle implique. Le droit y suppose qu'une autorité puisse faire respecter la règle par la contrainte et l'État de droit suppose que cette contrainte soit monopolisée par l'État et que lui-même soit soumis au droit. De ce point de vue, dans l'ordre national, les démocraties soumettent au droit le pouvoir souverain, en Chine ou en Iran, le pouvoir du parti communiste ou des gardiens de la révolution est absolu, sur le plan mondial, le système international moderne repose sur une situation exactement inverse de celle de l'État national, sans État de droit, sans monopole de la violence, règne une concurrence des puissances, l'anarchie, jusqu'à s'établisse une hégémonie pour imposer des règles.

(A suivre)

Notes

[1] La guerre hors limites. La guerre et réflexion sur l'art de la guerre à l'époque de la mondialisation de Qiao Liang, Quian Liang, et al.. 1999
[2] Le Quotidien d'Oran & Project Syndicat du 2 août 2026.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

OMC

La Tunisie a réalisé des progrès considérables en matière de transparence économique

La Tunisie a réalisé, ces dernières années, “un progrès considérable”, en matière de transparence économique, tout en renforçant son intégration dans le système commercial international, a indiqué un expert de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qualifiant le rôle de la Tunisie au sein de l'organisation d’« actif et de très positif ».

Dans une déclaration à l'agence TAP, en marge du Forum public de l'OMC qui se tient du 15au 17 septembre, à Genève, sous le thème « Accélérateur d'avenir », l'expert a expliqué que la Tunisie a intensifié ses efforts en matière de transparence, outre le renforcement de son engagement dans les mécanismes du commerce international.

Il a cité à titre d'exemple sa participation pour la première fois dans les procédures de règlement des différends, ainsi que d'autres avancées concernant la zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAf) et la loi de l'investissement.

Il a estimé que les dernières années ont été marquées par de « nombreux points positifs » pour la Tunisie, en dépit de la persistance de certains défis.

Selon l'OMC, la Tunisie a intensifié, depuis sa révision précédente de sa politique commerciale en 2016, ses efforts pour améliorer la transparence, et ce, en soumettant plus de 50 notifications à l'organisation.

Par ailleurs, la Tunisie a ratifié, en 2020, l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC ainsi que l'accord portant création de la ZLECAf. La Tunisie a procédé au quatrième examen de sa politique commerciale auprès de l'OMC les 25 et 27 novembre 2025 à Genève.

R. I.

QATAR

Le ministre du Commerce et de l'Industrie s'entretient avec des représentants de l'Association des hommes d'affaires

Son Excellence Cheikh Faisal bin Thani bin Faisal Al Thani, ministre du Commerce et de l'Industrie, a rencontré aujourd'hui une délégation de l'Association des hommes d'affaires qatari.

La réunion a porté sur les plans futurs, les principales priorités du secteur privé ainsi que les défis actuels auxquels il est confronté. Les discussions ont également abordé des propositions visant à améliorer l'environnement des affaires au Qatar.

À cette occasion, Son Excellence le ministre s'est informé des avis et observations des représentants de l'association concernant diverses questions liées aux activités commerciales et d'investissement. Les échanges ont porté sur les moyens de simplifier les procédures, d'améliorer les services et de créer des conditions favorables à la croissance et à l'expansion du secteur privé.

Son Excellence a réaffirmé l'engagement du ministère à soutenir et à renforcer le secteur privé, en tant que partenaire essentiel dans la réalisation d'un développement économique durable. Il a souligné que le dialogue direct avec les hommes d'affaires et la prise en compte de leurs propositions contribuent à l'élaboration de politiques et de procédures plus efficaces, à l'amélioration de l'environnement des affaires et au renforcement de la compétitivité du secteur privé.

Agence

COOPÉRATION

L’Egypte et le groupe russe Rosatom avancent sur un projet de dessalement à El-Dabaa

Les discussions ont porté sur la localisation en Egypte de la fabrication d'équipements, de composants et de fournitures destinés aux projets de dessalement. A terme, cette démarche pourrait contribuer à établir « une base industrielle spécialisée capable de répondre aux besoins des projets de dessalement en Egypte et de s'étendre aux marchés régionaux », selon le ministre de l'Electricité, Mahmoud Esmat.

L'Egypte et le groupe public russe Rosatom discutent de la mise en place d'un projet intégré de dessalement de l'eau de mer sur le site de la centrale nucléaire d'El-Dabaa, située sur la Méditerranée, a annoncé le ministère égyptien de l'Electricité et des Energies renouvelables mardi 15 septembre.

Le ministre de l'Electricité, Mahmoud Esmat, s'est entretenu par vidéoconférence avec Ksenia Soukhotina, directrice générale de Rosatom Smart Utilities, filiale du groupe russe, afin de suivre les avancées du projet. Les discussions ont notamment porté sur « les normes, les conditions et les exigences nécessaires à l'installation d'une unité de dessalement intégrée aux infrastructures de la centrale nucléaire d'El-Dabaa ».

Les deux parties ont également examiné les prochaines étapes pour finaliser les solutions techniques et économiques du projet. Le projet prévoit également d'examiner les possibilités de valorisation économique et environnementale optimale du système de dessalement, notamment à travers l'étude et l'exploitation des sels et minéraux issus de son fonctionnement.

Selon le ministère, leur récupération pourrait ouvrir la voie à la création d'industries et de projets liés à l'extraction des sels et permettre d'accroître la valeur ajoutée de ces produits, sur la base d'études techniques et économiques spécialisées.

Vers une industrie locale du dessalement

Les discussions ont aussi porté sur « la localisation en Egypte de la fabrication d'équipements, de composants et de fournitures destinés aux projets de dessalement ».

Le projet vise également à renforcer la participation des entreprises et de l'industrie locales aux chaînes d'approvisionnement, afin de favoriser le transfert de technologies, développer les capacités industrielles et accroître la part de composants produits localement.

A terme, cette démarche pourrait contribuer à établir « une base industrielle spécialisée capable de répondre aux besoins des projets de dessalement en Egypte et de s'étendre aux marchés régionaux ».

Au-delà de la production d'eau, le projet est présenté comme un projet de développe-

ment intégré destiné à répondre aux besoins hydriques d'El-Dabaa et des zones environnantes.

Le ministre a enfin estimé que l'association du dessalement de l'eau et de la production d'énergie nucléaire constitue une orientation technologique avancée à l'échelle mondiale, susceptible d'ouvrir de nouvelles perspectives en matière de développement durable.

Quatre réacteurs pour 4 800 MW

Située sur la côte méditerranéenne et construite par Rosatom, la centrale d'El-Dabaa sera la première centrale nucléaire construite en Egypte pour produire de l'électricité. Le projet comprend quatre réacteurs de type VVER-1200, d'une puissance de 1 200 MW chacun, pour une capacité totale de 4 800 MW.

Le chantier est réalisé dans le cadre de la coopération entre l'Egypte et la Russie. Pour les autorités égyptiennes, le projet doit contribuer à diversifier le bouquet énergétique du pays et à renforcer, à long terme, la sécurité et la durabilité de l'approvisionnement électrique.

MAURITANIE

Le prix de la viande rouge réglementé

Le gouvernement mauritanien a fixé le prix du kilo de la viande rouge à 300 ouguiyas pour le chameau et le bœuf et à 370 pour le mouton. Si les éleveurs saluent une mesure qui tient compte de leur situation, les bouchers estiment que leurs marges bénéficiaires risquent d'en pâtir.

Le gouvernement mauritanien a fixé le prix de la viande rouge, avec l'objectif d'alléger les dépenses qui pèsent sur le panier de la ménagère.

La mesure gouvernementale porte sur trois catégories de viande rouge, désormais vendue à Nouakchott à 300 et 370 ouguiyas pour la viande de chameau, de

bœuf et de mouton.

L'élevage représente 12% du Produit Intérieur Brut de la Mauritanie et couvre la totalité des besoins en viande rouge et fait vivre la majorité de la population active du monde rural.

Le cheptel est composé de 20 millions de têtes, dont 16 millions de petits ruminants, mais aussi de dromadaires, d'ovins et de caprins.

Mohamed Abdallah, boucher à Nouakchott, estime que les nouveaux prix qui lui ont été imposés n'arrangent pas ses affaires “les agents des services compétents sont venus ici pour annoncer les mesures gouvernementales fixant

les prix de la viande rouge. Cette grille des prix ne nous arrange pas. Pour faire un minimum de bénéfice, il faut vendre le kilogramme à respectivement 320 et 400 MRU».

Son confrère Mohamed Bowba n'en pense pas moins «nous achetons les chameaux au foirail entre 60.000 et 70.000 ouguiyas pour le revendre au détail. Avec la nouvelle grille des prix, les choses se compliquent pour notre trésorerie».

Alioune Kane, membre du Groupement National des Organisations Pastorales (GNAP) salue l'accord entre le gouvernement et les acteurs de la filière viande,

«fruit d'une longue campagne de sensibilisation de notre organisation professionnelle auprès des éleveurs. En fixant les prix, le gouvernement a tenu compte de la situation des éleveurs».

Par ailleurs, il rappelle le contexte géopolitique «marqué par une crise au niveau mondial : la vie est très chère, le prix du carburant en hausse. Le coût des denrées de première nécessité également». Il insiste sur «l'augmentation des charges des éleveurs» notamment le coût du transport du bétail sur le trajet Néma-Nouakchott long de plus de 1000 kilomètres.

Agence

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

L'économie saoudienne vacille à son tour

L'économie saoudienne est en grand danger après les attaques sur son oléoduc stratégique. Avec une production pétrolière déjà affaiblie, Riyad pourrait voir son PIB reculer et ses perspectives de croissance s'assombrir.

Le détroit d'Ormuz est quasi fermé, celui de Bab el-Mandeb à la sortie de la mer Rouge est sous le contrôle des Houthis, affidés à l'Iran, et maintenant, le pipeline saoudien qui relie le golfe Persique à la mer Rouge a dû être fermé à la suite d'attaques en provenance d'Irak, probablement de la part de milices loyales à Téhéran.

Les choses se compliquent donc pour le Royaume saoudien, grand pays et premier producteur de pétrole de la région.

Au mois d'août, l'Agence internationale de l'énergie estime que l'Arabie saoudite a produit près de 6 millions de barils d'or

noir par jour, soit deux fois moins que sa capacité, entamée par le conflit américain en Iran.

Une économie résiliente jusqu'ici

« Jusqu'ici, l'économie saoudienne a bien mieux résisté que celles des autres pays de la région, telle que le Koweït, le Qatar ou encore les Emirats arabes unis. Elle a pu transporter une grande partie de sa production de pétrole en évitant le détroit d'Ormuz grâce à son oléoduc traversant le pays d'est en ouest pour arriver à Yanbu, son port sur la mer Rouge », rappelle Olivier de Boysson, économiste chez Société Générale. C'est vrai, ce pipeline, d'une capacité de transport de 7 millions de barils par jour, lui a permis de continuer à exporter et de maintenir son économie à flot. Le

pays compte 36 millions d'habitants, son économie commence à se diversifier. Et, si le PIB saoudien a chuté de 4,8 % au deuxième trimestre, le Fonds monétaire international restait jusqu'ici optimiste et tablait sur une croissance de 1,6 % cette année. A titre de comparaison, les économistes du cabinet Capital Economics anticipent une chute du PIB du Koweït et du Qatar de l'ordre de 15 % cette année.

Mais les événements de ce week-end changent tout. « L'attaque contre l'oléoduc Est-Ouest de l'Arabie saoudite pourrait impacter jusqu'à 4 % de l'approvisionnement mondial en pétrole et chaque semaine de fermeture de l'oléoduc pourrait amputer le PIB de l'Arabie saoudite de 0,3 point de pourcentage », estiment les experts de Capital Economics.

Agence

INTERNET MOBILE

820 millions d’Africains sont couverts mais restent déconnectés

Le réseau est là, les utilisateurs beaucoup moins. En Afrique subsaharienne, 820 millions de personnes vivent désormais dans une zone couverte par le haut débit mobile sans pour autant l’utiliser, selon la GSMA. Derrière ce gigantesque marché potentiel, le prix des smartphones et des données s’impose comme l’un des principaux verrous à lever.

C’est un paradoxe qui résume à lui seul une bonne partie du défi numérique africain. En Afrique subsaharienne, 820 millions de personnes vivent sous couverture d’un réseau mobile à haut débit, mais n’utilisent pas l’Internet mobile. Elles représentent 66 % de la population de la région, selon l’édition 2026 du State of Mobile Internet Connectivity de la GSMA. À côté, le déficit d’infrastructures paraît presque secondaire : environ 110 millions de personnes, soit 9 % de la population, vivent encore hors de portée du haut débit mobile. Quant aux utilisateurs de l’Internet mobile sur leur propre appareil, ils ne représentent que 25 % de la population. Autrement dit, l’Afrique subsaharienne couvre beaucoup plus qu’elle ne connecte. Le phénomène est mondial, mais il atteint dans la région une ampleur sans équivalent. Sur les 3,4 milliards de personnes qui n’utilisent toujours pas l’Internet mobile dans le monde, plus de 90 % sont déjà couvertes par un réseau. Le déficit mondial de couverture est tombé à 3 % de la population, tandis que celui d’usage atteint encore 38 %.

Le smartphone, premier verrou

Pour les opérateurs, l’équation devient plus complexe. Déployer une antenne supplémentaire ne suffit plus nécessairement à gagner un nouvel abonné Internet. La GSMA identifie deux obstacles majeurs

parmi les personnes qui connaissent l’Internet mobile mais ne l’utilisent pas : l’accessibilité financière, particulièrement celle du terminal, et le manque de compétences numériques. Le problème du prix des téléphones est d’ailleurs plus fréquemment cité en Afrique subsaharienne que dans les autres régions. Le niveau de revenu donne la mesure du problème. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, un téléphone d’entrée de gamme permettant d’accéder à Internet représentait, fin 2025, 44 % du revenu mensuel moyen des 20 % les plus pauvres. En Afrique subsaharienne, cette proportion atteignait 76 %. Selon la GSMA, ramener le prix d’un appareil d’entrée de gamme à 30 dollars pourrait le rendre abordable pour jusqu’à 1,6 milliard de personnes, contre environ 2,2 milliards avec un prix de 20 dollars. Mais la hausse attendue du coût de la mémoire pourrait rendre cet objectif encore plus difficile à atteindre. Et acheter le téléphone ne règle qu’une partie de l’équation. En Afrique subsaharienne, un forfait de 20 Go équivaut à environ 14 % du revenu mensuel moyen, cinq fois la médiane des pays à revenu faible et intermédiaire. Pour les 20 % les plus pauvres, son coût approche 44 % du revenu mensuel.

Des réseaux plus rapides, mais pour qui ?

Ce décalage intervient au moment où l’industrie mondiale change déjà de génération. La 5G couvre désormais 57 % de la population mon-

diale, soit 4,7 milliards de personnes, après avoir gagné 690 millions de personnes supplémentaires en 2025. La 4G atteint, elle, 94 % de la population. Dans le même temps, les débits descendants ont progressé de 22 % en un an et la consommation moyenne de données est passée de 12 à 13,5 Go par connexion et par mois. Pour l’Afrique subsaharienne, le contraste est saisissant : alors qu’une partie du marché mondial investit désormais dans la vitesse et les nouveaux usages permis par la 5G, la région doit encore résoudre l’équation économique permettant à une grande partie de sa population d’utiliser les réseaux déjà disponibles.

820 millions de clients potentiels

Pour l’industrie, ce retard représente aussi un marché considérable. Le Nigeria concentre à lui seul environ 140 millions de personnes dans ce déficit d’usage, devant l’Éthiopie avec 100 millions, la RDC avec 60 millions et la Tanzanie avec 50 millions. Le Kenya et l’Ouganda en comptent chacun environ 40 millions. Cette réserve de croissance devient d’autant plus stratégique que l’adoption ralentit. En 2025, 160 millions de nouveaux utilisateurs ont accédé à l’Internet mobile sur leur propre appareil dans le monde, contre 190 millions un an auparavant. Une tendance qui place les marchés encore faiblement pénétrés au centre des prochains relais de croissance de l’industrie. Agence

RIZ BRISÉ

Les acheteurs ouest-africains face à la concurrence des géants asiatiques

Généralement réservé aux pays à faibles revenus ou exporté vers la Chine et l’Union européenne pour être utilisé dans l’alimentation animale, le riz brisé occupe une place bien différente en Afrique de l’Ouest, où il constitue une denrée de consommation humaine essentielle. Le marché mondial du riz brisé se resserre sous l’effet d’une demande croissante en Asie avec des implications au niveau des gros consommateurs sur la côte ouest-africaine. C’est ce qu’indique le dernier rapport publié sur le marché céréalier par le Département américain de l’agriculture (USDA).

Un jeu d’équilibre entre l’Inde, la Chine et les Philippines

Au cours des sept premiers mois de l’année, l’organisme américain indique que la Chine a importé 1,4 million de tonnes de riz brisé, soit près du tiers des achats totaux attendus en 2026. Cette demande est portée par l’industrie de l’alimentation animale qui utilise de plus en plus ce produit riche en amidon et en protéines brutes comme substitut au maïs dans les rations destinées à l’élevage, lorsque son prix devient plus avantageux. Si ce volume reste inférieur au record de 3,5 millions de tonnes atteint en 2022, dans un contexte marqué par les perturbations des chaînes d’approvisionnement en céréales après le déclenchement de la guerre entre la Russie et l’Ukraine, la reprise des achats chi-

nois intervient néanmoins à un moment particulièrement sensible pour le marché mondial. Le 16 juillet dernier, l’Inde, premier exportateur mondial de riz, a relevé le prix administré du riz brisé vendu aux distilleries pour la production d’éthanol. Cette mesure rend plus attractif l’écoulement d’une part des volumes sur le marché intérieur plutôt que leur exportation et pourrait ainsi réduire les disponibilités indiennes destinées au commerce international. Cette décision est intervenue quelques jours après un changement majeur aux Philippines. Le 2 juillet, le pays, premier importateur mondial de riz, a suspendu la délivrance d’autorisations sanitaires et phytosanitaires pour les importations de riz blanc à 5% de brisures. Soucieux de limiter l’entrée de riz importé de qualité élevée afin de soutenir les producteurs locaux, le gouvernement demande désormais aux importateurs de privilégier des qualités contenant 25% de brisures ou davantage.

Une pression accrue sur les marchés ouest-africains

Ces mouvements pourraient avoir des répercussions importantes en Afrique de l’Ouest. À la différence de la Chine, où le riz brisé est largement utilisé dans l’alimentation animale, ce produit issu de l’usinage du riz constitue un aliment de base pour les ménages dans plusieurs pays de la région, notamment au

Sénégal, au Mali, en Guinée-Bissau et en Gambie. Au Sénégal, plus de 65% des achats de riz en provenance d’Inde sont constitués de riz brisé. Au Mali, les qualités contenant entre 25% et 30% de brisures représenteraient environ 70% de la consommation selon l’USDA. Pour ces marchés sensibles aux prix, toute contraction des disponibilités ou tout renforcement de la concurrence sur les grades les moins chers peut donc avoir des effets directs sur les coûts d’approvisionnement et les prix de détail. Alors que les Philippines devraient rester très actives sur le marché mondial, avec des importations record attendues à 5,6 millions de tonnes durant la campagne 2026/2027, le Vietnam, premier fournisseur du pays, pourrait adapter la composition de ses cargaisons afin d’intégrer davantage de riz fortement brisé. La Birmanie, la Thaïlande et le Pakistan, autres fournisseurs du marché philippin, pourraient suivre la même logique. Du côté chinois, l’Inde, devenue au début de 2026 le premier fournisseur de la Chine devant la Birmanie, devrait continuer de privilégier la demande chinoise. Pris ensemble, ces ajustements pourraient modifier la hiérarchie des prix : les qualités à forte proportion de grains cassés — 25%, 30% ou 100% de brisures —, habituellement nettement moins chères que le riz à 5% de brisures, risquent de voir leur décote se réduire sous l’effet de la concurrence asiatique.

R I.

RWANDA

Fitch pointe le déficit courant malgré une dette largement concessionnelle

Le Rwanda conserve sa note souveraine « B+ », mais reste exposé à une forte vulnérabilité extérieure. Fitch Ratings prévoit un déficit courant proche de 15 % du PIB en 2026 et une dette extérieure nette représentant 63 % du PIB, malgré une dette largement concessionnelle et des financements extérieurs encore soutenus par les partenaires internationaux. La situation extérieure du Rwanda reste le principal point de vigilance relevé par Fitch dans un rapport publié le vendredi 11 septembre. L’agence prévoit que le déficit du compte courant atteindra près de 15 % du PIB en 2026, dans un contexte de croissance soutenue et de hausse des importations. Le déficit devrait notamment être alimenté par « une croissance résiliente, une hausse des importations liée au projet d’aéroport de Bugesera et une augmentation des coûts des carburants et des engrais liée à la guerre en Iran ». L’agence estime que ces déséquilibres persistants, principalement financés par les investissements directs étrangers (IDE) et les emprunts officiels, ont contribué à l’accumulation de dette extérieure. La dette extérieure nette devrait ainsi atteindre 63 % du PIB en 2026, contre une médiane de 48 % pour les pays notés « B ». Les réserves internationales devraient également rester limitées, avec une couverture estimée à 3,2 mois de paiements extérieurs courants, contre 4,2 mois pour les pays comparables.

La dette concessionnelle atténue les risques

Cette vulnérabilité extérieure est toutefois atténuée par la structure de la dette rwandaise. Selon Fitch, 87 % de la dette extérieure est concessionnelle, ce qui permet de limiter le coût du financement de cette dette. L’agence prévoit ainsi que la dette du gouvernement général passera d’environ 74 % du PIB en 2025 à une moyenne de 65 % sur la période 2027-2028. Cette baisse devrait notamment être portée par la croissance du PIB et les efforts de maîtrise des dépenses publiques. Le Rwanda devrait également continuer à bénéficier du soutien de ses partenaires. Les financements multilatéraux et bilatéraux devraient représenter environ 82 % des financements extérieurs du pays en 2027 et 2028, selon Fitch. En août, le pays a clôturé une facilité de prêt commercial à double devise (EUR/JPY) de 191 millions de dollars, après plusieurs emprunts garantis par des institutions internationales, afin de préserver son accès aux marchés financiers tout en maîtrisant le coût de sa dette. Parallèlement, ses perspectives de crédit se sont améliorées : Moody’s a relevé sa note de « négative » à « stable » en septembre 2025, puis Fitch a fait de même en mars 2026. Ces évolutions, combinées au nouvel emprunt, devraient renforcer la confiance des investisseurs.

R I/Agence

POINT-MARCHÉS

L’Europe vue en légère hausse, la Fed attendue

Les principales Bourses européennes sont attendues en légère hausse mercredi à l'ouverture, aidées par le recul des prix du pétrole et une accalmie dans le compartiment obligataire, tandis que les investisseurs attendent ce qui devrait être la première hausse des taux d'intérêt aux États-Unis depuis trois ans.

Les contrats à terme sur indices suggèrent une ouverture en hausse de 0,25% pour le CAC 40 parisien, de 0,2% pour le Dax à Francfort, de 0,28% pour le FTSE à Londres et de 0,27% pour le Stoxx 600.

Les cours du pétrole offrent un répit aux investisseurs sur les marchés asiatiques après une hausse d'environ 3% la veille, lorsque des sources du secteur maritime ont indiqué que les chargements de brut avaient été suspendus à Yanbu, le centre d'exportation de l'Arabie saoudite sur la mer Rouge, et que Riyad avait annulé certaines livraisons à des clients européens.

Si la situation reste incertaine en matière d'approvisionnement et que le prix se maintient autour de son pic de mai dernier, une augmentation inattendue des stocks aux États-Unis a légèrement allégé la pression, apaisant par la même occasion un marché de la dette souveraine en pleine effervescence.

Les rendements des bons du Trésor américain à 10 ans ont franchi la barre des 5% pour atteindre mardi leur plus haut niveau depuis près de 20 ans, une flambée qui touche toutes les grandes économies dans un contexte de craintes inflationnistes et d'augmentation des émissions de dette par les États et les entreprises.

Mais le grand rendez-vous de la journée pour les investisseurs est celui de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui doit annoncer ce mercredi sa décision de politique monétaire.

Selon tous les pronostics, il s'agira d'une hausse de 25 points de base de son taux directeur, une première depuis 2023, la banque centrale cherchant à freiner une inflation qui reste bien supérieure à son objectif de 2% depuis plusieurs années et qui s'est encore accélérée depuis que la guerre au Moyen-Orient a perturbé le transport du pétrole via le détroit d'Ormuz.

Le président américain, Donald Trump, a toutefois exprimé haut et fort son souhait de voir les taux baisser depuis son retour à la Maison blanche en janvier 2025, dans une tentative d'influencer les décisions de la Fed

qui inquiète les marchés. Cette réunion pourrait ainsi constituer ainsi "un tournant" et une inaction "risquerait de nuire à la crédibilité de l'institution", écrivent les analystes de JP Morgan.

En Europe, les investisseurs analysent les chiffres de l'inflation au Royaume-Uni, qui s'est accélérée à 3,1% en août après une lecture à 2,9% en juillet, à la veille de la réunion de la banque centrale britannique. La Banque d'Angleterre (BoE) devrait laisser ses taux inchangés ce mois-ci, mais deux hausses sont largement anticipées avant la fin de l'année.

Le marché reste en outre attentif à l'évolution de la situation économique en France en vue du processus budgétaire décisif de cet automne.

La Banque de France (BdF) a annoncé mardi réviser à son tour sa prévision de croissance pour cette année, emboitant le pas à l'Insee et au gouvernement français et faisant à son tour le constat d'une faiblesse de la consommation des ménages et d'un volume d'investissements limité de la part des entreprises de la deuxième économie de la zone euro.

Le groupe de cosmétiques L'Oréal est devenu mardi la première société française en termes de valorisation boursière, dépassant le géant LVMH, alors que le secteur du luxe haut de gamme reste sous pression après des années de ralentissement des ventes et de résultats en berne.

A Wall street

La Bourse de New York a terminé en baisse mardi, pour une deuxième séance consécutive, alors que les hausses des rendements obligataires et des prix du pétrole ayant incité les investisseurs à la prudence.

L'indice Dow Jones a cédé 0,63%, le S&P-500, plus large, a perdu 0,45%, et le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 0,78%.

Les investisseurs rentent en outre prudents face aux dangers potentiels de l'IA après que deux chercheurs d'Anthropic ont estimé la semaine dernière que cette technologie pourrait conduire à l'extinction de l'espèce humaine dans un avenir pas si lointain. Les

naïse continuait de s'enfoncer, cédant 0,22% à 155,44 yens pour un dollar. Les cours du pétrole tentent de reprendre leur souffle, tout en demeurant solidement ancrés au-dessus des 100 dollars. Vers 02H00 GMT, le cours du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre, référence du marché mondial, cédait 0,41% à 108,30 dollars. Celui du baril de WTI nord-américain pour livraison en octobre perdait lui 0,72% à 105,6 dollars.

APS

pratiques de ce secteur en essor devraient occuper une place prépondérante dans les discussions bilatérales entre Washington et Pékin prévues à la fin du mois.

En Asie

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a avancé de 0,69%, les investisseurs attendant la décision de la Fed plus tard dans la journée, avant de celle de la Banque du Japon (BoJ) vendredi.

Le Kospi sudcoréen a également progressé (+1,37%), avec le fabricant de puces SK Hynix gagnant 4%. Trois sources au fait du dossier ont déclaré à Reuters qu'il est en pourparlers avec Intel au sujet d'un accord qui lui permettrait de fabriquer des puces mémoire sur le sol américain pour la première fois.

En Chine, l'indice CSI 300 des grandes capitalisations gagne 0,62% et le SSE Composite de Shanghai avance de 0,68%.

La Bourse de Hong Kong grappille 0,15%.

Taux / changes

Le rendement des Treasuries à dix ans recule légèrement pour s'établir à 4,9917%. Le deux ans enregistre également une petite baisse à 4,6549%.

Dans la zone euro, le rendement du Bund allemand à dix ans recule légèrement dans les premiers échanges, s'établissant à 3,5297%. Le deux ans est quasi inchangé à 3,2348%.

Les investisseurs se préparent également à une politique monétaire plus restrictive de la part de la Banque centrale européenne (BCE) et analysent les dernières informations concernant la future présidence de l'institution basée à Francfort.

La France soutiendra le Néerlandais Klaas Knot pour succéder à Christine Lagarde à la tête de la BCE à condition que l'influent poste d'économiste en chef de l'institution soit attribué à un candidat français, ont déclaré à Reuters des sources proches du dossier.

Sur le marché des changes, le dollar est plutôt stable (-0,05%) face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro grappille 0,06% à 1,1550 dollar. Le Brent, le contrat de référence du marché pétrolier, cède 0,62% à 108,08 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) perd 1,12% à 104,64 dollars.

Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 16 Septembre 2026

Valeur : 18 Septembre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.6290	133.6440
1	EUR	EURO		154.3415	154.3855
1	GBP	POUND STERLING		180.2874	180.3563
100	JPY	JAPANESE YEN		86.2401	86.2553
1	CNY	CHINESE YUAN		19.9093	19.9136
1	CHF	SWISS FRANC		163.3007	163.4189
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.0669	96.0984
1	DKK	DANISH KRONE		20.6466	20.6528
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6870	13.6921
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.3250	14.3289
1	AED	UAE DIRHAM		36.3795	36.3865
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5756	35.5815
1	KWD	KUWAITI DINAR		435.1319	435.3225
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.3910	45.8472
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1239	14.1255
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9798	21.0871
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3357	3.3461
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.9449	182.9449

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en baisse alors que le prix du pétrole s’envole

Wall Street a poursuivi sa vague de ventes mardi, alors que la hausse des rendements des bons du Trésor américain, les inquiétudes croissantes concernant la dette et la flambée des prix du pétrole brut ont incité les acheteurs à rester sur la touche. Les trois principaux indices boursiers américains ont prolongé leurs pertes de lundi, le sentiment général d'aversion au risque pesant sur presque tous les secteurs, à l'exception de celui de l'énergie .SPNY . Ce secteur a bénéficié de l'escalade des hostilités au Moyen-Orient, notamment des

nouvelles attaques contre les infrastructures énergétiques de l'Arabie saoudite . "Compte tenu de la hausse des prix des carburants, en particulier du diesel, de la perspective quasi certaine d'une hausse des taux à partir de demain, et des inquiétudes concernant un ralentissement potentiel dans l'écosystème de l'IA, pourquoi se lancer agressivement sur le marché avant que la situation ne s'éclaircisse un peu?", a déclaré Peter Tuz, président de Chase Investment Counsel à Charlottesville, en Virginie. La Réserve fédérale s'est réunie

pour sa réunion de politique monétaire de deux jours, qui doit s'achever mercredi par la décision de la banque centrale concernant les taux d'intérêt. Les données économiques récentes montrant que le marché du travail repose sur des bases solides, tandis que les pressions sur les prix de l'énergie liées à la guerre se transforment en une inflation systémique plus généralisée, la banque centrale devrait procéder à une hausse de 25 points de base de son taux cible des fonds fédéraux — sa première hausse des taux d'intérêt depuis plus de trois ans.

Au vu des chiffres d'inflation élevés de la semaine dernière et de la hausse de près de 25 % des prix du brut américain CLc1 au cours des deux dernières semaines, les marchés financiers anticipent désormais une probabilité de 94,5 % d'une hausse des taux mercredi, contre 33,1 % il y a un mois, selon l'outil FedWatch du CME. Peter Tuz a ajouté que, même si les marchés connaîtront la décision de la Fed demain, "le conflit au Moyen-Orient reste une inconnue quant à sa durée". Les contrats à terme sur le West Texas Intermediate et le Brent

pour le mois en cours ont clôturé en hausse de 4,4 % et 2,9 % respectivement, tandis que les contrats à terme sur le gazole HOc1 ont clôturé à un niveau record. "Il ne s'agira probablement pas d'une hausse ponctuelle, mais d'une série de hausses des taux", a déclaré Paul Nolte, conseiller senior en gestion de patrimoine et stratège de marché chez Murphy & Sylvest à Elmhurst, dans l'Illinois. "Cela dépendra du pétrole; c'est vraiment la source de l'inflation et celle-ci commence à se répercuter sur d'autres segments du marché."

ROYAUME-UNI

L'inflation accélère à 3,1% en août, tirée par la flambée des carburants

Le taux d'inflation au Royaume-Uni a accéléré en août à 3,1% sur un an, conformément aux attentes du marché, sous l'effet notamment de la hausse des prix des carburants, compliquant la tâche du gouvernement à six semaines de la présentation du budget.

Ce chiffre, publié mercredi par l'Office national des statistiques (ONS), fait suite à une inflation de 2,9% en juillet, qui constituait une première accélération depuis mars. «Les transports, en particulier les carburants pour véhicules, ont apporté la plus forte contribution» à cette hausse, explique l'ONS dans son communiqué. La guerre au Moyen-Orient, qui a fait flamber le prix des hydrocarbures, commence «à exercer un impact significatif sur les données économiques britanniques, avec la hausse des prix de l'essence et de l'énergie, ainsi que l'augmentation des coûts du logement», relève Richard Carter, analyste chez Quilter Cheviot, qui s'attend à ce que «l'inflation continue de grimper

au moins jusqu'à la fin de l'année». Une discipline fiscale stricte à venir La publication de ce chiffre accroît la pression sur la Banque d'Angleterre (BoE), qui se réunit jeudi mais devrait laisser son taux directeur inchangé à 3,75%. La BoE et les marchés ont les yeux tournés vers le premier budget du gouvernement du Premier ministre Andy Burnham, arrivé au pouvoir en juillet, que doit présenter le 28 octobre son ministre des Finances John Healey Le Chancelier de l'Échiquier, son titre officiel, a promis de respecter une stricte discipline fiscale, un engagement destiné à rassurer les marchés face à des taux d'emprunt sous tension, dans le sillage d'une remontée mondiale des coûts d'endettement.

Ce budget est scruté de près par les Britanniques comme par les milieux économiques, qui spéculent sur d'éventuelles hausses d'impôts pour financer les dépenses sociales et de défense promises par Andy Burnham. Mais cette accélération de l'inflation constitue «un coup dur pour une équipe au pouvoir qui veut faire de l'allègement du coût de la vie sa mission centrale», souligne Richard Carter. Le Royaume-Uni a cependant enregistré en juillet une hausse surprise de 0,4% de son produit intérieur brut (PIB), en partie portée par le secteur de l'intelligence artificielle. Elle est nettement supérieure aux attentes du marché, qui tablait sur une stagnation.

JAPON

Le gouvernement prépare des baisses de TVA sans préciser les aides financières

Le rendement des obligations d'État japonaises à 10 ans a franchi aujourd'hui la barre symbolique des 3 %, dans un contexte de préoccupations mondiales croissantes concernant l'inflation et les pressions budgétaires. Le gouvernement japonais s'apprête à approuver aujourd'hui un plan visant à réduire la taxe sur la consommation et à instaurer des transferts aux ménages, sans préciser le mode de financement de ces mesures. Selon les médias japonais, cette décision risque d'accroître les inquiétudes

des marchés quant à la viabilité de finances publiques déjà mises à rude épreuve. Le rendement des obligations d'État japonaises à dix ans a franchi aujourd'hui le seuil critique de 3 %, dans un contexte de préoccupations mondiales croissantes concernant l'inflation et les finances publiques. Le plan prévoit une réduction de la taxe sur les produits alimentaires de 8 % à 1 % pendant deux ans, à compter du 1er avril 2027, accompagnée de transferts aux ménages équivalents au 1 % restant, ce qui revient

à supprimer la taxe sur les achats alimentaires. Le manque à gagner est estimé à environ 5 000 milliards de yens. Le gouvernement a exclu l'émission de nouvelles obligations d'État pour financer cette mesure et entend la financer par des recettes non fiscales et un réexamen des subventions et allègements fiscaux existants. Cette réduction de la taxe sur la consommation s'ajoute aux ambitieux projets de dépenses du Premier ministre. Sanae Takaichi Ces mesures ont déjà provoqué des ventes mas-

sives d'obligations d'État japonaises et suscité des critiques de la part du secrétaire au Trésor américain. Scott Bessent Takaichi s'est engagé à limiter les nouvelles émissions obligataires pour l'exercice 2027 à environ 40 000 milliards de yens, mais la hausse des dépenses publiques rend difficile l'évaluation préalable des besoins de financement réels. Le projet de loi de réduction d'impôt devrait être soumis à la Diète le mois prochain.

R I/Agence

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE CHINOISE

Un ralentissement de la croissance des prêts est la nouvelle norme

Ces déclarations interviennent après la publication de données montrant une reprise des nouveaux prêts bancaires en août après une contraction record en juillet, reprise toutefois inférieure aux attentes des analystes en raison de la faible demande de crédit des ménages et des entreprises. Le ralentissement de la croissance des prêts en Chine devient la « nouvelle norme », car le rétrécissement des secteurs immobilier et des administrations locales réduit la demande de crédit plus rapidement que les industries émergentes ne peuvent combler le déficit, a déclaré le gouverneur de la Banque centrale (PBOC). Dans un article publié aujourd'hui par « Qiushi », la revue théorique phare du Parti communiste chinois, Pan commente la reprise des nouveaux prêts bancaires en août, contrastant avec la contraction record enregistrée en juillet. Cependant, cette contraction reste inférieure aux prévisions des analystes en raison de la faiblesse de la demande de crédit des ménages et des entreprises. Selon Pan, une croissance du crédit « plus lente mais de meilleure qua-

lité » devrait devenir l'une des nouvelles caractéristiques de l'économie chinoise. Ce ralentissement reflète des mutations structurelles en cours, avec une contraction des prêts au secteur immobilier et des mécanismes de financement des collectivités locales, tandis que les nouvelles industries ne parviennent pas encore à compenser pleinement ce recul. « Maintenir les taux de croissance du crédit global antérieurs sera difficile et inutile », a déclaré le gouverneur, tout en soulignant que les conditions de financement demeurent relativement favorables et que les besoins de crédit réels continuent d'être satisfaits. Une part importante des prêts en cours en Chine, s'élevant à plus de 280 000 milliards de yuans (41 730 milliards de dollars), est liée aux secteurs de l'immobilier et du financement des collectivités locales, deux secteurs en contraction. À l'inverse, les industries à forte croissance telles que la production de haute technologie et les technologies vertes, qui ont contribué à plus de 40 % de la croissance économique au premier semestre, sont davantage dépendantes de la technologie, des données et de la pro-

priété intellectuelle et, par conséquent, moins des prêts bancaires. À cet égard, la banque centrale a progressivement réduit le rôle des prêts bancaires comme principal indicateur des conditions de crédit, mettant en avant l'importance croissante des émissions obligataires et d'autres canaux de financement au sein du système financier national. En 2025, les prêts représentaient 45 % de la hausse du financement social total, tandis que les obligations et les financements par actions, combinés, en représentaient 47 %, dépassant ainsi les prêts pour la première fois. Enfin, M. Pan a souligné qu'une croissance plus modérée du financement global contribuerait à stabiliser l'endettement après des années d'accumulation rapide de dettes. Une expansion financière excessive, a-t-il averti, pourrait au contraire alimenter l'endettement, piéger les ressources dans des cercles spéculatifs et retarder la sortie du marché des entreprises inefficaces ainsi que la liquidation des capacités de production excédentaires, pénalisant ainsi l'efficacité économique.

R I.

ESPAGNE

Un syndicat conteste le licenciement de 2000 employés d'un sous-traitant de Meta

Un syndicat minoritaire a demandé mardi devant un tribunal de Barcelone l'annulation du licenciement en 2025 de quelque 2000 modérateurs de contenu d'un sous-traitant de Meta, qu'il attribue à une mesure de «représailles», l'employeur évoquant de son côté une mesure purement économique. L'action en justice, engagée par le syndicat Fuerza Independiente y Sindical de Trabajadores (Fist), vise notamment la société canadienne Telus International, qui opérait en Espagne par l'intermédiaire de sa filiale CCC Barcelona Digital Services, ainsi que Meta, maison mère de Facebook et Instagram. Les modérateurs de CCC Barcelona Digital Services, qui examinaient des contenus en espagnol, catalans, français, néerlandais, hébreux et portugais, avaient été informés de cette procédure de licenciement collectif en avril 2025, leur employeur la justifiant par la fin du contrat avec Meta. Au final, 2062 salariés ont été licenciés et ont perçu les indemnités négociées avec les principaux syndicats, parmi lesquels ne figure pas le Fist.

Une décision prise en 2025

Les plaignants estiment toutefois que ce motif n'est pas le véritable, et affirment que Telus continue à fournir ces services depuis d'autres sites en Europe. Selon leur plainte, les entreprises ont décidé de mettre fin à leur activité à Barcelone en 2025 et de licencier quelque 2000 modérateurs de contenu «en représailles et en réaction à l'exercice des droits fondamentaux des travailleurs». Selon la requête, plus de la moitié des salariés licenciés avaient engagé des actions en justice dénonçant une supposée «discrimination salariale» fondée sur la langue et l'origine, les rémunérations des modérateurs variant selon leur langue de travail. À cela se seraient ajoutées, selon le syndicat, plusieurs procédures engagées par des employés dénonçant les dommages psychologiques causés par l'exposition répétée à des contenus violents. Lors de l'audience, les avocats de la défense ont toutefois soutenu une nouvelle fois qu'il s'agissait uniquement d'une décision à caractère économique, prise par CCC après que son client Meta lui eut notifié la résiliation du contrat concernant Barcelone. «La relation entre Meta et CCC est purement commerciale», a affirmé durant l'audience Paula Talavera, avocate de la filiale irlandaise de Meta, réfutant l'idée d'un «réseau de sociétés» avancée par le Fist pour désigner le lien entre les deux entités. Les plaignants demandent que les licenciements soient déclarés nuls et que les salariés soient réintégrés. La date de la décision n'a pas été communiquée.

Agence

SELON DES CHERCHEURS

La Lune n'a pas assez d'eau pour la ville géante rêvée par Elon Musk

Elon Musk rêve d'une ville lunaire capable de « croître d'elle-même », avec à terme des dizaines de milliers d'habitants. Mais une nouvelle étude scientifique vient doucher cet espoir : la Lune n'a tout simplement pas assez d'eau pour le réaliser.

En février, l'homme le plus riche du monde annonçait prioriser la Lune au détriment de Mars, pour y concevoir une ville autonome d'ici à 10 ans. Une vision partagée par Jeff Bezos, notre satellite étant considéré comme très prometteur pour y exporter certaines industries lourdes. La NASA, elle, prévoit d'ores et déjà de commencer à y construire des habitats aux alentours de 2032 dans le cadre de sa « Moon Base ».

Dans ce contexte, deux astrophysiciens de Harvard-Smithsonian et de l'université de Durham ont voulu chiffrer précisément ce que la Lune peut réellement supporter. Et leurs calculs, publiés dans Frontiers in Space Technology, ne sont pas bons.

Combien y a-t-il d'eau sur Mars ?

S'ils expliquent que l'énergie solaire et la fission nucléaire sont des alternatives viables pour alimenter une population de plusieurs millions de personnes sur la Lune, c'est du côté de l'eau qu'ils se font davantage de mouron. Car elle se concentre presque exclusivement dans des cratères situés aux pôles, plongés dans l'obscurité depuis environ 4 milliards d'années. Ces « puits d'obscurité

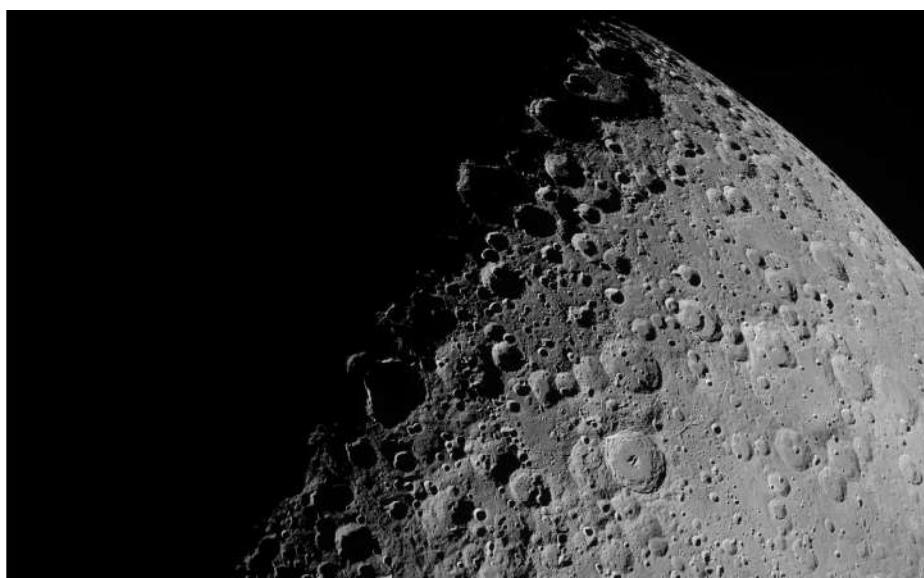
éternelle », comme les surnomment les scientifiques, sont si froids que l'eau qui s'y est accumulée au fil des impacts de comètes et d'astéroïdes n'a jamais pu s'évaporer.

Or, c'est là, et quasiment nulle part ailleurs, que se trouve la ressource dont dépendrait toute installation humaine durable. Pour ne pas être accusés d'exagérer le problème, ils partent d'une hypothèse volontairement optimiste : ils supposent qu'1 milliard de tonnes d'eau sont disponibles sur la Lune. C'est environ 20 à 30 fois plus que ce que les mesures les plus fiables ont réellement détecté jusqu'ici.

Concrètement, cela représente de quoi recouvrir tout Central Park, à New York, d'une couche d'eau de 120 mètres de haut. Un volume qui paraît immense, mais pas forcément lorsqu'on le compare aux besoins réels d'une ville lunaire.

Besoin d'un immense bond technologique

En effet, le constat est sans appel. Sans aucun recyclage, une ville d'1 million d'habitants épuiserait la totalité de cette eau en seulement 2,4 ans. Car chaque usage, qu'il s'agisse d'une douche ou d'un arrosage, pèse lourd, et la res-



source ne se renouvelle pas naturellement sur la Lune.

Le recyclage représente donc la seule option pour prolonger la durée de vie d'une colonie potentielle. Mais même avec une efficacité record de 98 %, le niveau atteint par la Station spatiale internationale (ISS) depuis 2023 seulement, une ville d'1 million d'habitants ne tiendrait qu'environ un siècle.

Une colonie plus modeste, de 100 000 personnes, pourrait-elle tenir un millénaire ?

Les astrophysiciens considèrent un « village lunaire » d'1 million d'habitants, à l'échelle d'une base scientifique en Antarctique, parfaitement soutenable. Mais pas une métropole de plusieurs millions de personnes, du moins pas sans rupture technologique majeure. Selon eux, il faudrait multiplier par dix l'efficacité de recyclage actuelle, importer de l'eau depuis des astéroïdes proches, ou découvrir des réserves lunaires bien plus importantes que celles connues aujourd'hui. Il y a du boulot.

IA : Ursula von der Leyen soutient à son tour le ralentissement du développement technologique



Tous les grands de ce monde ne réagissent pas de la même façon à l'idée de ralentir le développement de l'IA. À Bruxelles, on a plutôt tendance à soutenir cet appel. Dario Amodio (Anthropic), Sam Altman (OpenAI), Elon Musk (xAI)... Pour une fois, tous ces grands noms de l'IA sont d'accord sur une autre chose : il serait peut-être bien avisé de réduire la vitesse du développement de la technologie d'intelligence artificielle - pour le bien de l'humanité. Mais chez les politiques, c'est pour le moment

un autre son de cloche, que ce soit aux États-Unis, ou en Chine. Seule l'Union européenne soutient l'idée.

Du côté de Bruxelles, on est réceptif à l'appel à ralentir le développement technologique de l'IA

À Bruxelles, on ne parle pas comme à Washington ou à Pékin. C'est que nous prouve encore une fois Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, sur la dernière grande question portant sur l'IA.

« Les PDG des entreprises les plus avancées nous disent qu'il est temps de lever le pied sur les modèles autorécurrents. De ralentir le rythme à la frontière de l'innovation. Si ceux qui développent cette technologie ont les idées claires, alors nous devrions en faire autant » a-t-elle ainsi plaidé, dans des propos rapportés par Reuters.

Ursula von der Leyen veut inviter les géants de l'IA à une grande discussion

Elle a aussi profité de l'occasion pour mettre en avant les efforts de régulation de l'IA menés par l'Union européenne (et souvent moqués comme des freins que se seraient imposés soi-même le Vieux Continent). La patronne de Bruxelles estime que l'UE est dans la meilleure des positions pour aider à construire les cadres permettant un développement sûr de la technologie. Entretemps, elle souhaite rassembler les géants de l'IA pour échanger sur cette question, qui devient de plus en plus capitale. « Je vais inviter les principaux laboratoires de pointe à une discussion sur la manière dont nous pouvons soutenir les efforts actuels de l'industrie pour rester à la pointe de l'innovation » a ainsi annoncé Ursula von der Leyen. Une façon de remettre l'Europe au centre de la carte ?

Puces IA : Samsung investit dans une entreprise qui veut être le prochain NVIDIA



La réussite exceptionnelle de NVIDIA donne des espoirs à certains géants de la tech. Comme Samsung, qui espère bien financer une entreprise qui aura le même destin ! Il n'y a rien de plus important aujourd'hui dans le secteur de l'intelligence artificielle que les puces, qui sont les éléments de base des data centers dans lesquels les modèles d'IA sont entraînés. Dans ce domaine, aujourd'hui on ne fait pas mieux que les GPU de NVIDIA, au point que la firme fondée par Jensen Huang est aujourd'hui la plus importante au monde. De quoi faire rêver tous les investisseurs, qui cherchent le prochain NVIDIA... comme Samsung.

Samsung investit une somme de 200 millions d'euros dans la start-up Euclyd

Chez Samsung, on cherche une entreprise qui pourrait un jour connaître la même trajectoire que NVIDIA. Et le géant sud-coréen l'a peut-être trouvé

avec la start-up hollandaise Euclyd, dont il vient de participer au dernier tour de table. Samsung a en effet mis 200 millions d'euros au pot, en compagnie des investisseurs Somerset Capital Partners, Innovations Industries et le Scaleup Europe Fund géré par EQT. Fondée il y a à peine deux ans, en 2024, Euclyd veut mettre au point une infrastructure de puce IA qui permettrait de résoudre les problèmes liés à la mémoire et à la puissance de calcul.

Des puces beaucoup moins gourmandes en énergie au programme

Deux écueils dont on mesure aujourd'hui la portée au vu des coûts entraînés. L'objectif est ainsi de mettre au point un nouveau matériel qui pourrait réduire l'énergie consommée et le coût d'exécution des modèles IA. Et dans cette optique, Euclyd se concentre sur l'inférence - soit le stade durant lequel le modèle applique ses connaissances.

« La prochaine étape de l'IA sera définie non seulement par l'innovation en matière de modèles, mais aussi par l'efficacité et l'évolutivité de son infrastructure. Euclyd réunit une équipe chevronnée et une vision originale visant à surmonter les contraintes des data centers dédiés à l'IA » veut ainsi croire David Goldschmidt, vice-président senior de Samsung Electronics et patron du centre d'innovation de Samsung Semiconductor. La prochaine pépère européenne de l'IA ?

C'est une hécatombe : l'industrie automobile perd déjà ses emplois plus vite qu'elle ne crée ceux de l'électrique

L'électrification devait transformer l'industrie automobile européenne, mais la mutation sociale s'annonce autrement plus brutale. Chez les équipementiers, 104 000 suppressions de postes ont été annoncées en seulement deux ans, tandis que les nouvelles embauches restent très minoritaires. Allemagne, France, Royaume-Uni : les restructurations se multiplient. Derrière les fermetures et les départs volontaires apparaît surtout une inquiétude plus profonde : les emplois de demain ne remplaceront pas

Sur le papier, le déroulé du plan semblait pourtant presque évident : moins de moteurs thermiques, mais davantage de batteries, de logiciels et d'électronique, donc de nouveaux métiers. La réalité est beaucoup moins simple. L'industrie européenne électrifie ses modèles tout en produisant moins de voitures qu'avant la pandémie, en subissant des coûts élevés et en affrontant une concurrence chinoise qui ne se limite plus au marché asiatique.

104 000 suppressions annoncées, contre seulement 7 000 créations en 2025

Les données de CLEPA donnent la mesure du décrochage. Selon l'association européenne des équipementiers, 54 000 suppressions de postes ont été annoncées en 2024, puis 50 000 supplémentaires en 2025, soit 104 000 sur deux années. En face, seulement 7 000 créations de postes ont été annoncées par le secteur en 2025.

Le paradoxe est important. Les besoins augmentent dans l'ingénierie logicielle, les batteries ou encore l'analyse de données, au point que l'industrie rencontre des difficultés à trouver certains spécialistes. Une étude publiée en début d'année par l'ACEA et Adecco confirme cette recomposition des compétences : les métiers très qualifiés liés à l'informatique et à l'ingénierie doivent prendre davantage de poids à mesure que progressent électrification et numérisation. Mais un emploi industriel supprimé dans une usine de pièces mécaniques ne se transforme pas nécessairement en poste d'ingénieur logiciel. Les compétences diffèrent, tout comme les qualifications et, surtout, la localisation des activités. Voilà tout le problème : la transition technologique crée des métiers sans nécessairement les créer au même endroit, au même rythme ni pour les mêmes salariés.

À cela s'ajoute un marché industriel qui n'a toujours pas retrouvé sa taille d'avant-Covid. CLEPA estime que la production automobile de l'Union européenne en 2025 est demeurée environ 20 % sous son niveau de 2019, ce qui représente quelque 3,1 millions de véhicules manquants. Pourtant, la fabrication européenne de véhicules électriques a progressé de 23 % en un an, à environ 3,3 millions d'unités. L'électrique monte donc en puissance à l'intérieur d'une industrie dont le volume global reste nettement contracté.

L'Allemagne se retrouve en première ligne

C'est évidemment outre-Rhin que l'onde de choc prend une dimension particu-



lièrement importante. Première puissance automobile européenne, l'Allemagne concentre constructeurs, motoristes, équipementiers et un réseau considérable de PME dépendantes des volumes produits par les grandes marques. D'après les chiffres rapportés dans les différents rapports, l'emploi automobile allemand est tombé à 691 500 personnes au premier semestre 2026, soit 42 300 emplois de moins en un an et une contraction de 5,8 %. Le niveau serait le plus faible enregistré depuis 2005.

Les annonces des constructeurs donnent une traduction concrète à cette tendance. Volkswagen a engagé de très importantes réductions d'effectifs et reconnaît parallèlement une surcapacité

industrielle de l'ordre de 500 000 voitures en Allemagne. L'exemple de Zwickau est d'ailleurs révélateur : cette usine a abandonné les voitures thermiques dès 2020 et produit aujourd'hui plusieurs modèles électriques des marques Volkswagen, Audi et Cupra. Sa conversion technologique ne l'immunise pourtant pas contre un problème plus élémentaire : lorsqu'une usine dispose de davantage de capacité qu'il n'existe de voitures à produire, son type de motorisation ne résout pas à lui seul l'équation industrielle.

Porsche prévoit également près de 8 900 réductions de postes en additionnant ses différents programmes, tandis que BMW envisage jusqu'à 8 000 départs en Allemagne d'ici fin 2027. Mais en réalité

la situation dépasse largement les frontières allemandes : Renault prévoit notamment la suppression de 800 postes d'ingénierie en France d'ici fin 2027, sur fond de réorganisation de ses activités techniques.

Il serait pourtant réducteur d'attribuer mécaniquement tous ces départs à l'électrification. Les groupes automobiles affrontent simultanément la pression sur leurs marges, des capacités de production excédentaires, la progression des concurrents chinois, des investissements technologiques massifs et des coûts européens jugés trop élevés par leurs représentants professionnels. La transition vers le véhicule électrique agit donc moins comme une cause isolée que comme l'une des composantes d'une restructuration industrielle beaucoup plus vaste.

Jusqu'à 350 000 emplois menacés

Les chiffres compilés par CLEPA, l'association européenne des fournisseurs automobiles, dessinent en tout cas un horizon pessimiste. Le secteur, qui représente environ 1,7 million de salariés dans l'Union européenne, pourrait voir jusqu'à 350 000 postes perdus d'ici à 2030 si la pression concurrentielle, les coûts et le cadre réglementaire suivent leur trajectoire actuelle.

Ces pertes ne peuvent pas être expliquées par la seule électrification. Une voiture à batterie comporte moins de pièces mécaniques qu'un modèle thermique : elle n'a ni système d'échappement, ni réservoir de carburant, ni boîte de vitesses complexe, ni ensemble moteur-pistons-injection à fabriquer et entretenir.

Certains sous-traitants liés aux moteurs thermiques, aux transmissions ou à l'alimentation en carburant voient donc leur activité se contracter. Mais cela ne change pas grand chose au problème : les voitures assemblées dans l'Union européenne restent environ 20 % moins nombreuses qu'en 2019, en dépit de la hausse de 23 % des électriques fabriquées dans l'UE en un an. Mais il y a aussi une question de souveraineté industrielle puisqu'une voiture électrique assemblée en Europe ne garantit pas que sa batterie, ses cellules, ses semi-conducteurs, son électronique de puissance ou ses logiciels aient eux aussi été conçus et produits sur le continent. Pour les industriels, la réponse passe par une baisse du coût de l'énergie, des autorisations plus rapides, une réglementation moins complexe, un maillage de recharge plus robuste et des chaînes d'approvisionnement européennes pour les batteries et les matières premières critiques.

Mots fléchés

Panneaux mobiles		Tables pour artisans		Décortiquèrent		Déplacements d'air		Jeu de société		Comité sportif		Fleuve allemand	
Factice				Peuples de l'Arctique						Piquaient		Monotones	
								Drogue					
								Oiseaux					
Séjour du bétail		Recueil d'anecdotes				Idées							
						Fils de Zilpa							
											Solipède		Fils d'Anchise
Partie interdite aux laïcs		Allégresse Pour l'Algérie française							Bar				
									Petit de l'âne				
							Adorai		Béryllium				
Fatiguera								Cervoise					
Verso								Ultime					
			Succédané	Évêché normand		Notion					Pronom personnel		
						Les espagnols et les portugais					Fleuve du Congo		
Dégradation		Considération							Déshabillée				Passent bien sur le petit écran
					Café				Essai				
									Flânée				
Dompage	Agrandirent	Calme								Ripostes		Dedans	
		Lutécium											
					Pas beaucoup		Chimérique						
Enduit				Tranquille							Négation		
Geste de scout				Rapière							Lieux		
		Poissons						Petit conservateur				Prénom féminin	
		Lieu de fouilles						Étonnées					
Ruthénium			Plutonium			Article			Lieu d'enseignement				
Accepté			Conjointe										
					Roi de Jarry				Possessif				
					Arbrisseau du Brésil				Belle-fille				
Adresse		Chagrina						Sarclai					
		Infanterie territoriale						Anneau de cordage					
				Espace de terre contenu entre deux coteaux		Brave						Cheveu	
Autoclave						Ville basque					Entre amis		
						Secteur radial					Héros de Brecht		
Attachasses un cheval		Couronnements							Fuligine				
										Égouttoirs			

PÉTROLE :
Le Brent en légère baisse à 107 dollars

Les cours du pétrole baissent un peu mercredi après avoir clos la veille à leur plus haut niveau depuis cinq mois, le marché restant préoccupé par le risque de perturbation de la production en raison des tensions géopolitiques. Vers 10H45 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, perdait 1,17% à 107,48 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 17 septembre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

FONDS MONDIAL

La baisse des financements perturbe la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Les fortes réductions des financements internationaux ont déjà un impact sur la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, a reconnu le directeur du Fonds mondial, mettant en garde contre un effet plus important à long terme si les coupes se poursuivent. "Il ne fait aucun doute que les réductions des financements extérieurs ont eu un impact sur les résultats sanitaires", a déclaré Peter Sands à Genève, tout en soulignant que l'ampleur de cet impact n'était pas encore chiffrée. Le Fonds mondial, qui dit avoir investi, sur la période 2024-2026, quelque 5,3 milliards de dollars - soit 38% de ses investissements - dans des "contextes d'intervention difficiles", indique attendre les données consolidées de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les résultats sanitaires de 2025. Selon M. Sands toutefois, les conséquences des coupes ont pu être atténuées à court terme par une réorientation des ressources. "Ce que vous avez vu en 2025, c'est que les pays ont déplacé des ressources et donné la priorité aux activités immédiatement vitales", a-t-il expliqué. Ainsi, "le traitement s'en est mieux sorti que la prévention", mais cette stratégie comporte, selon lui, un risque "à plus long terme".

ENERGIES RENOUVELABLES

Le marché africain devrait croître de 15,62 % par an d'ici 2031

L'Afrique possède l'un des plus grands potentiels de production d'énergies renouvelables au monde, mais plusieurs obstacles liés au coût du financement, à la faible capacité des réseaux électriques centraux à intégrer les énergies intermittentes et aux difficultés de rapatriement des bénéfices par les opérateurs étrangers empêchent un véritable décollage du secteur. Le marché des énergies renouvelables en Afrique devrait passer de 86,95 gigawatts (GW) en 2026 à 179,66 GW en 2031, affichant ainsi un taux de croissance annuel moyen de 15,62 %, selon un rapport publié le mardi 11 août par le cabinet de recherche et de conseil Mordor Intelligence.

Intitulé « Africa Renewable energy market size & share Analysis-Growth trends and forecast 2026-2031 », le rapport précise que les principaux moteurs de la croissance projetée du marché sont la baisse des coûts du photovoltaïque, la multiplication des programmes de mini-réseaux soutenus par des financements concessionnels des institutions de financement du développement (IFD) et l'émergence de pôles d'exportation d'hydrogène vert. Par technologie, l'hydroélectricité représentait 62,25 % du marché des énergies renouvelables en Afrique en 2025, mais c'est le solaire qui devrait progresser à un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 27,84 % en

tre 2026 et 2031, grâce à des délais de construction plus courts et des dépenses d'investissement initiales plus faibles. Les tarifs d'appels d'offres pour le solaire à grande échelle sont tombés en dessous de 0,03 \$ par kilowattheure (kWh) en Égypte et au Maroc en 2025. Les prix des modules solaires sont tombés à 0,12 \$ par watt début 2026, alors que la surproduction mondiale de polysilicium rencontrait une demande atone. En conséquence, le 7e round d'appel d'offres en Afrique du Sud s'est soldé par l'attribution de 2,6 GW à un prix moyen de 0,025 dollar par kWh, soit une réduction de 60 % par rapport au premier appel d'offres lancé dix ans plus tôt. Synthèse R.I.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Une économie mondiale dessus-dessous

L'économie mondiale de 2026 n'a plus rien à voir avec celle de 2019, ni encore moins avec celle du début de ce millénaire. On est passé d'un monde "globalisé, fluide et à prix concurrentiels" à un monde "fragmenté, protectionniste et à prix de « sécurité ». Trois chocs se superposent : une panne de croissance dans les pays riches, une montée de la géopolitique dans les décisions économiques, et une dé-mondialisation rampante.

La panne des moteurs historiques : Europe et Japon

Le plus grand retournement vient des pays riches. En Europe, la croissance 2026 est à 0.9% pour la zone euro et 1.1% pour l'UE selon la Commission européenne. C'est 2 fois moins qu'avant la crise de 2008. La cause : un double choc énergie : d'abord la guerre en Ukraine, maintenant la crise au Moyen-Orient qui a fait exploser les prix du gaz et du pétrole. Résultat : inflation révisée à 3.0%, consommation en berne et confiance des ménages au plus bas depuis 4ans. L'Allemagne stagne à 1.0%, la France tombe à 0.6%. Seuls l'Espagne et l'Irlande tirent le groupe vers le haut, à peine supérieur. Le Japon vit la même panne : Vieillesse, dette à 250% du PIB, Yen faible qui renchérit les importations d'énergie. La croissance tourne autour de 0.8-1%. Les deux régions, qui représentaient 40% du PIB mondial en 2000, ne tirent plus la croissance. Aujourd'hui, ce sont les BRICS+ qui produisent 40% du PIB mondial.

Conséquence : l'investissement, le commerce et la demande des pays riches ne suffisent plus à entraîner le monde. Les USA, grand marché, mettent des pro-

tections fortes même pour ses alliés, alors que la Chine se tourne vers la consommation domestique pour compenser la baisse d'exportation.

La géopolitique prend le contrôle de l'économie

Avant 2022, l'économie dictait la politique. Depuis, c'est l'inverse. Les cartes géopolitiques dictent les décisions économiques au niveau macro et au niveau micro. La géopolitique devient la principale variable des relations économiques internationales. Trois armes sont devenues centrales : l'énergie, les minerais, et la technologie. Le gaz russe, le pétrole du Golfe, les semi-conducteurs de Taïwan, les terres rares chinoises : chaque flux est négocié comme un levier politique. L'Europe achète du gaz algérien pour remplacer le gaz russe. Les USA bloquent l'exportation des puces vers la Chine (Nvidia est mise sous contrôle de l'administration américaine) et imposent un contrôle sur les semi-conducteurs de Taïwan. La Chine verrouille l'export de germanium et gallium. Cela crée une économie de "blocs". Bloc US-Europe-Japon d'un côté, bloc Chine-Russie-BRICS de l'autre, et au milieu des pays dits "pivots" comme l'Inde, le Brésil, l'Arabie Saoudite, l'Indonésie, le Vietnam et l'Algérie qui négocient avec tout le monde. Pour les entreprises, le mot d'ordre n'est plus "offshoring" mais "friend-shoring" : produire chez les alliés même si c'est 20% plus cher. Le coût logistique et l'incertitude remplacent la recherche du prix le plus bas. Le prix comprend le coût de la sécurité d'approvisionnement. On n'est plus dans la sécurité économique (sécurité alimentaire, sécurité énergétique, sécurité numérique...) qui exprime la disponibilité des biens et ser-

vices, on passe à la souveraineté totale, c'est-à-dire disposer chez soi ou chez le « frère » ou chez le voisin le plus sûr de tous les biens et services à tout moment, sans risque et sans contrainte.

La dé-mondialisation : moins de flux, plus de protections

La dé-mondialisation ne veut pas dire "fin du commerce". Elle veut dire "moins de commerce sans risque". Ce qui veut dire aussi moins de compétition entre producteurs et plus de droits de protection. Commerce : Les chaînes d'approvisionnement se dupliquent. Une usine en Asie + une usine au Mexique ou en Afrique. Finance : Le dollar passe de 80% à 60% des échanges. Paiements en Yuan, en Roupie, en Rouble ou Rial et en troc pétrole contre blé, Gaz contre phosphate. Tech : Internet, Cloud, IA se fragmentent. Chaque bloc veut sa souveraineté numérique. Industries : Relocalisation d'industries stratégiques : batteries, médicaments, défense, agroalimentaire. La fin des ateliers du Monde en Asie.

Le FMI prévoit une croissance mondiale de 2.7% en 2026, bien en dessous des 3.2% de moyenne 2010-2019. Le monde se dirige vers une croissance plus lente mais plus "résiliente".

Qui gagne, qui perd ?

Les perdants : Europe, Japon, et tous les pays très endettés en dollars. Ils subissent l'inflation importée sans avoir de ressources pour compenser. Les Etats Unis se protègent par les autres grâce au Dollar et à la puissance militaire, position qui ne peut durer longtemps. La chute du Yen en Août a précipité l'inter-

vention des USA pour le soutenir ; le Japon détient plus de 3.000. Mds de \$ dans la dette américaine. La Chine avance lentement mais sûrement pour prendre le leadership mondial ; mais rien n'est garanti. Les gagnants : Les "pays pivot" avec ressources et position géopolitique favorable : pays producteurs de pétrole et gaz, phosphates et minerais rares. Pays de l'OPEP+, le Brésil avec agroalimentaire et minerais. L'Inde avec démographie et technologie. L'Afrique en général attire les investissements pour ses minerais critiques. L'enjeu pour ces émergents : transformer la rente énergie/minerais en industrie locale plutôt que de continuer à exporter les matières brutes, avant que la fenêtre ne se referme.

En conclusion

L'économie en 2026 est "dessus dessous" parce que les règles ont changé. La croissance ne vient plus de la dette et de la consommation occidentale ; est-ce la fin du modèle libéral qui s'appuie sur le crédit et l'endettement ? Ou est-ce la géopolitique qui a bouleversé les règles économiques et qui mis fin à la mondialisation « heureuse » ? La croissance vient de qui contrôle l'énergie, la nourriture et les données. L'Europe et le Japon sont en panne faute d'avoir anticipé. Le monde se réorganise en blocs. Pour les pays comme l'Algérie, c'est une opportunité historique à condition d'industrialiser vite. Le XXIe siècle ne sera plus globalisé. Il sera multipolaire. Le contrôle des voies maritimes de transport, et peut être dans un avenir proche, les voies terrestres, sera décisif pour une nouvelle suprématie. Le contrôle des détroits de Hormuz et de Bab-el-Mendeb en sont l'illustration. On ouvre le chapitre de la Route de la Soie ; voilà une anticipation rationnelle.